

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

DANS CE NUMÉRO

UNE ANNÉE DIFFICILE

par Raymond GUILLORE

François Mitterrand et l'impérialisme

par Pierre RIMBERT

JE REVIENS D'ORIENT

par A. BEN MILED

**L'empire, c'est la paix,
mais c'est aussi l'esclavage**

par Robert LOUZON

COMMENT EST GOUVERNÉE LA LETTONIE ?

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE ET PAYS DU MARCHÉ COMMUN

Six mois 22 F
Un an 40 F

AUTRES PAYS

Six mois 25 F
Un an 45 F
Abonnement de soutien : à partir de 50 F

Le numéro : 4 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la rédaction
et l'administration à la

REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, Paris 18^e
Téléphone : 607-02-06

PERMANENCES

le lundi, de 15 à 17 h ; les mercredi et jeudi
de 17 à 19 h ; les samedi à partir de 15 h

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèque postal
REVOLUTION PROLETARIENNE 734-99 Paris

Sommaire du N° 600 - Janvier 1974

Chronique de l'Union des Syndicalistes : Une année difficile. — Le roi Fayçal a-t-il droit au respect ? — Staline à Pékin. — Avec l'Espagne ouvrière	R. GUILLORE
Parmi nos lettres : Pour une information sérieuse et contre les généralisations téméraires (G. Walusinski). — Inflation et hausse des prix (A. Goldschild). — Pour que vive la R.P. (A. Borie)	
François Mitterrand et l'impérialisme	P. RIMBERT
Informations syndicales.	
Réformistes révolutionnaires et révolutionnaires réactionnaires	P.R.
Un feuilletoniste intrépide : M. Jacques Bergier	A.C.
Deux carriéristes : Thorez et Togliatti	A. CROIX
En avant les aides de camp, en avant les officiers !	A. LEMIRE
Je reviens d'Orient	A. BEN MILAD
Mécontentement en Tunisie.	
Un « Watergate » français est possible.	
Notes d'économie et de politique : L'empire, c'est la paix, mais c'est aussi l'esclavage. — Le droit au travail	R. LOUZON
Connait-on la solidarité ouvrière dans les pays « socialistes » ?	
Comment est gouvernée la Lettonie ?	
La condamnation d'Israël (suite et fin)	R. HAGNAUER
A bâtons rompus : Une loi dure à avaler. — Bombes et attentats. — Maspero en péril. — La paix est-elle possible ? — Oui, Israël est condamnable. — Les barbes en Albanie	J. GALLIENNE
Actualité de Fernand Pelloutier	A. SADIK
A travers les livres : Par la plus haute porte (L. Simon). — Simenon (J. Dupenay). — Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier (Y.B.).	
Ceux qui s'en vont : Jean de Boë.	
Souscription exceptionnelle pour la R.P.	

ENTRE NOUS...

Voici donc le premier numéro de la cinquantième année. L'anniversaire vaudra d'être marqué, non seulement par un repas fraternel rassemblant tous nos amis (pensons-y dès maintenant), mais peut-être aussi par une anthologie de la « R.P. » reprenant le meilleur de ce qu'elle nous a donné, de ce qu'elle a donné au mouvement ouvrier international.

Ce sera cinquante ans d'histoire ouvrière avec ses étapes principales : 1925, 1936, avant la guerre, après la guerre ; les soulèvements ouvriers de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Pologne ; 1968. Nos amis qui ont la collection, complète ou partielle, pourraient nous aider à composer cette anthologie.

Mais parlons déjà de ce qui est immédiat. L'année sera « difficile » nous disent les augures. La fin de 1973 a déjà été difficile pour nous. Vous le savez, puisqu'on a dû lancer un cri d'alarme et faire un appel spécial et urgent à la collaboration financière des copains. L'examen de notre rubrique « D'où vient l'argent » les rassurera comme cette souscription exceptionnelle nous a, pour le moment, rassurés sur notre avenir immédiat. Lisons bien : notre avenir immédiat. Si les chiffres disent que notre encaisse s'est tout d'un coup gonflée, il ne faudrait pas s'y méprendre. Nous avons à payer les derniers numéros de l'année.

Nous bouclerons, c'est maintenant certain. Et puis nous affronterons « l'année difficile ». Nous le ferons déjà avec un « moral » plus solide. Ce ne sont pas seulement des sous que nous ont apportés les camarades, c'est un « tranquillisant », un stimu-

lant pour reprendre le boulot avec une volonté rajeunie. Il faudrait pouvoir publier tous les encouragements, toute la solidarité qui s'expriment au verso des chèques.

Ne tombons pas dans l'autosatisfaction. Il ne faut pas laisser « le noyau isolé » Il faut de la pulpe vivante autour. Beaucoup de camarades qui se réveillent quand nous donnons l'alerte, ne collaboreront pas assez comme il le faudrait et comme ils le pourraient au cours des mois qui passent. La « R.P. » est une tribune. Ce ne sont pas toujours les mêmes qui doivent l'occuper. Camarades syndicalistes, utilisez cette tribune à chaque fois que vous en avez l'occasion. Et les occasions ne doivent pas vous manquer. Où trouverez-vous une plus grande liberté de pensée et d'expression ?

Ne rabâchons pas. On nous reproche quelquefois de dire toujours la même chose. C'est peut-être parce que c'est toujours la même chose.

On retrouvera dans ce numéro tous les thèmes de l'actualité sociale, tous les sujets de discussion et d'action du mouvement ouvrier international. Avec votre coopération fraternelle, nous ferons mieux. Nous ferons la preuve que cette revue indépendante est toujours jeune, après cinquante années d'existence. Une existence toujours difficile, c'est évident et inévitable. Mais bon courage à tous, camarades ! La lutte révolutionnaire est ininterrompue. Notre cinquantenaire ne sera qu'un moment de repos et de fraternité avant de reprendre le combat.

UNE ANNEE DIFFICILE

C'est une telle année qui nous a été promise par M. Pompidou, avec ses vœux adressés aux Français (pas à tous, pas à ceux « qui disent toujours du mal de leur pays » !)

Nous n'avions pas besoin de cet oracle. Nous savions bien que cette année serait difficile, sinon pour tout le monde, au moins pour ceux — la majorité — dont la vie quotidienne dépend de leur emploi, c'est-à-dire du salaire qu'ils retirent d'une occupation souvent sans intérêt ni perspective. Pour plusieurs centaines de milliers d'entre eux, cette sécurité de l'emploi, tant recherchée, se trouve menacée. Le patronat et le gouvernement — deux têtes sous le même bonnet — en sont déjà à élaborer des palliatifs. Mais ils s'accommoderaient fort bien d'un volant de main-d'œuvre disponible, d'un effectif jugé par eux « raisonnable ». Pourquoi ne pas dire : utile et nécessaire.

Combien leur en faut-il ? Personne ne s'accorde déjà sur le nombre actuel des chômeurs en France. Les statistiques sont incertaines, surtout en raison de cette distinction qu'elles font entre chômeurs authentifiés et réellement secourus et « personnes à la recherche d'un emploi ». D'éminents technocrates n'ont pas craint de fixer à six cent mille le nombre « raisonnable » de chômeurs. Il est aujourd'hui probable que ce nombre sera — au moins pour un temps — atteint et dépassé. Le coût de l'entretien de cette « armée de réserve industrielle » est accepté par les pouvoirs économique et politique, dans des limites établies par eux et estimées par eux « raisonnables ». C'est le régulateur de la production capitaliste, plus généralement de l'exploitation « rationnelle » de la main-d'œuvre ouvrière, c'est le moyen classique de répondre à « la crise ». Il faut bien en payer le prix. Qu'on ne s'indigne pas de trouver ainsi des considérations marchandes à la base de ce problème de l'emploi dans une société où la force de travail est, elle aussi, une marchandise !

Nous venons d'écrire le mot fatidique : crise. Mais sommes-nous vraiment devant une grande crise du capitalisme, plus précisément du capitalisme d'Etat qui est la forme actuelle de l'exploitation de la main-d'œuvre salariée ? Serait-ce même cette fameuse « crise générale » tant attendue par les marxistes et qui devrait être le branle-bas de la révolution sociale ?

On sait que les économistes « libéraux » s'enorgueillissaient de ce fait que, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, dans le capitalisme qu'ils appellent encore « libéral » alors qu'il a déjà perdu la plupart des traits économiques et politiques du libéralisme, on ne retrouvait plus ce schéma des crises périodiques qui caractérisait le système capitaliste. Il y avait bien des hauts et des bas dans la courbe de croissance — les bas étant appelés des récessions — mais on avait évité la crise profonde comme celle qu'annonça, à Wall Street, le vendredi noir de 1929, la grande crise qui ébranla le monde et qui préluda à la deuxième guerre mondiale.

Les économistes « maison » voulaient faire croire qu'on devait cette longue accalmie à leur

plus grande intelligence des problèmes. Elle était due seulement au fait que, justement, le capitalisme n'était plus libéral, qu'il était plus ou moins organisé, dirigé, programmé, qu'il en était à un autre stade de son développement.

L'économie mondiale est évidemment en crise, mais il s'agit d'une crise d'un autre type. Elle est un symptôme de la mutation du capitalisme. La pénurie énergétique, tout à coup révélée, la nécessité d'exploiter ou de découvrir de nouvelles sources d'énergie, l'entrée en scène des pays producteurs de pétrole, tout cela ne fait que de faire éclater une crise qui mûrissait.

Remarquons déjà que les gros crocodiles de la faune industrielle mondiale ne paraissent pas s'en émouvoir tellement. Les prévisions de leurs bureaux restent résolument optimistes, même pour cette année difficile. Ils escomptent sans doute une concentration accentuée à leur profit. Ils comptent que la main-d'œuvre sera plus souple, plus mobile aussi, plus disponible pour leurs nouveaux desseins d'expansion. Ils ne semblent pas croire à la crise générale. Les dirigeants de l'U.R.S.S. eux-mêmes ne semblent pas y croire.

Toutefois, le taux d'expansion prévu par les dirigeants économiques et politiques, par les grands technocrates des plans est nettement plus modeste. On n'en est plus à discuter sur le choix d'un taux de 6 %, ou bien de 8 % « à la japonaise ». On se contenterait de 3 ou 4 %. Ce n'est pas un mal en soi. Vous verrez le taux d'inflation diminuer en même temps.

Ce ne serait même pas un mal pour la classe ouvrière si cela devait conduire à la réduction du temps de travail, avec, bien entendu, le maintien du pouvoir d'achat. Il y a encore beaucoup d'entreprises en France qui pratiquent des horaires hebdomadaires de cinquante heures et davantage, les ouvriers s'étant accoutumés à assurer leur pouvoir d'achat avec cette sur-exploitation. Que la crise actuelle provoque une révision générale de l'organisation industrielle, le changement de vie dans un travail non abrutissant, non pas le suremploi, ni le sous-emploi, mais l'utilisation rationnelle d'une main-d'œuvre intelligente. Mais alors, la croissance ? Qu'importe la croissance ! Déjà des technocrates plus lucides ont dénoncé le mythe de la croissance, de la croissance en soi, surtout les dangers à court terme d'une croissance désordonnée, mue seulement par l'objectif du profit maximum.

Bien entendu cette mutation en gestation ne se fera pas toute seule. La lutte ouvrière indépendante de toute considération nationale doit être le facteur principal de cette transformation. Pour l'action syndicale, l'année qui commence s'annonce également dure et difficile.

∴

La crise du pétrole n'est qu'un accélérateur dans cette remise en cause des rapports de forces mondiaux, dans cette refonte des bases de la société telles que la politique de domination des grandes puissances d'après-guerre avait voulu les établir. Les prix du pétrole brut et, en général, les prix des matières premières étaient encore des prix colonialistes. Le tiers-monde producteur de ces matières premières

réagit aujourd'hui devant son exploitation comme, à l'échelle nationale, le prolétariat a affirmé sa force et usé de ses armes propres. C'en est fini d'une situation où les pays industriels avancés fixaient souverainement les deux termes de l'échange. Même M. Senghor, formé à l'école française, a déclaré que cette élévation des prix des produits du tiers-monde n'était que justice.

L'Europe du prétendu Marché Commun en est toute désorientée. Elle n'avait pas besoin de cela pour vaciller sur ses bases fragiles. Mais la politique des dirigeants européens et, en premier lieu, celle des dirigeants français, gaullois et post-gaullois, révèle à la fois son manque de lucidité et sa nocivité. Ils l'avaient fondée sur une source d'énergie qui ne leur appartenait pas, qui, de toute façon, n'était pas inépuisable, et qui fait d'eux aujourd'hui les tributaires de la politique capricieuse ou téléguidée des Etats arabes du Proche-Orient. Cruelle ironie de l'histoire et amer retour des choses !

S'il y avait eu une Commission européenne de l'énergie, une institution supra-nationale, comme a été faite en son temps la Communauté charbon-acier, l'Europe se serait trouvée forte, unie et solidaire devant la Communauté, d'ailleurs incertaine, des Etats arabes, non pour la combattre, mais pour s'adapter à une situation nouvelle et pour résister, autrement que par des protestations dérisoires, à la domination des deux grandes puissances mondiales.

On a vu ce que valait la solidarité européenne devant cette crise de l'énergie. Les égoïsmes nationaux se sont étalés. Inutile de dire que les gouvernants français ont été les premiers dans cette voie. Ils entendent profiter à plein de leur qualité d'«ami» déclaré et reconnu des Etats arabes. Ils n'ont rien à faire en l'occurrence d'une quelconque solidarité européenne, et ils s'étonnent encore qu'on leur rende la monnaie de leur pièce !

Le Parti Communiste Français renchérit sur cette politique anti-européenne et s'il reproche quelque chose au gouvernement, c'est de ne pas faire preuve suffisamment « d'indépendance nationale ». Un certain Kanapa justifie son titre de responsable de la section de politique étrangère du P.C.F. en dénonçant la politique de « démission nationale » du gouvernement. Il écrit : « ... le gouvernement français a accepté à Copenhague de subordonner sa politique énergétique aux décisions du consortium des Neuf, après l'avoir enchaînée à celles des grandes compagnies pétrolières multinationales. Et, pour commencer, il impose à la population française des restrictions que notre approvisionnement pétrolier ne justifie absolument pas. »

Faisons quand même une autre citation, non pour la prendre à notre compte, mais pour l'opposer à la pitoyable déclaration ci-dessus, pour montrer aussi que, sur ce point, « l'unité de la gauche » n'existe pas davantage que l'unité européenne. Il faut d'ailleurs, au moins dans ce cas, s'en féliciter. Voilà ce qu'a dit François Mitterrand devant le congrès extraordinaire de son parti : « La solidarité est indispensable à l'Europe face à la crise actuelle. Il faut dire que nous rejetons tout diktat, tout cadeau aussi. Les pays sous-développés, longtemps opprimés, doivent être respectés, mais nous avons aussi droit au respect. »

LE ROI FAYÇAL A-T-IL DROIT AU RESPECT ?

Le roi Fayçal, le modèle de ces potentats féodaux, exploités de leurs peuples, que certains veulent absolument associer à une politique qui serait « progressive », le roi Fayçal donc a parlé le 30 décembre. Il a parlé à La Mecque devant un pèlerinage. Il a demandé à tous les musulmans de « mobiliser leurs ressources pour sauver nos lieux saints contre les menaces sionistes et communistes ». Il a exhorté les musulmans à « raffermir leur unité en vue de triompher de leurs ennemis et des principes communistes forgés par les juifs ». « Les juifs, a encore dit ce seigneur, se sont écartés des enseignements de Moïse et ont assassiné Jésus-Christ parce qu'ils ne voulaient pas que les directives de Dieu soient accomplies. »

Voilà de la bonne parole progressive ! Hitler ne disait pas mieux. Nous voulons bien respecter les peuples arabes et appuyer leurs revendications quand elles sont justes, mais faudra-t-il aussi « respecter » cet abominable potentat qui prétend parler en leur nom ? Nous n'avons aucune solidarité, on le sait, avec la politique du gouvernement israélien, mais tout de même nous ne pouvons que reconnaître l'ennemi — l'ennemi du genre humain — dans ce roi Fayçal vautré sur ses dollars et attendant les armements lourds et les avions de guerre que doit lui livrer la France de Pompidou.

STALINE A PEKIN

Continuons à prendre note, sinon encore à régler quelques comptes. Actuellement en Chine le mot d'ordre est d'aller à contre-courant, de soutenir « l'esprit de contre-courant » incarné par Mao. *A priori*, cela n'est pas pour nous déplaire. Nous ne cessons pas ici d'aller à contre-courant. Mais un récent article du quotidien « Clarté » de Pékin, non seulement nous incite à plus de circonspection, mais nous révolte au plus haut point. Nous avons lu quelques passages de cet article dans « Le Monde » du 23 décembre. On y apprend que l'exemple de cet esprit de contre-courant, c'est... Staline. Celui-ci s'est opposé « de façon intrépide » au courant incarné par Trotski lequel rêvait de restaurer le capitalisme ! Staline s'est encore opposé « à contre-courant » à Kamenev et Zinoviev qui cherchaient à saboter le testament de Lénine ! Cela dépasse tout, en admettant que cela puisse signifier quelque chose.

Enfin, lors de la collectivisation agricole, en 1929, Staline a su encore aller « à contre-courant » ! S'il fallait, pour être dans la bonne « ligne révolutionnaire », accepter de pareilles élucubrations, il nous faudrait au préalable brûler en place publique toute la collection de la « Révolution Proletarienne ».

Contentons-nous pour aujourd'hui et pour calmer un peu notre colère, de reprendre à notre compte la célèbre parole de Gramsci, et de la crier bien haut : « seule la vérité est révolutionnaire ! »

AVEC L'ESPAGNE OUVRIERE

Contre la classe ouvrière, contre les syndicalistes, plus particulièrement contre les « Commissions Ouvrières », contre tous les esprits libres qui subsistent ou renaissent dans la péninsule ibérique, la répression du pouvoir

franquiste s'appesantit. Elle se fait plus cruelle encore. Le nouveau gouvernement, désigné par l'abominable vieillard qui, il y a trente-cinq ans, a écrasé la république espagnole avec l'appui des armées fascistes étrangères, ce gouvernement policier est encore plus bête et méchant, si cela est possible, que celui de l'ex-Carrero Blanco. Il faut en attendre les pires atteintes à la vie des hommes libres et aux droits fondamentaux.

Notre solidarité est complète avec les syndicalistes espagnols, et même s'il nous arrive de faire des réserves sur le terrorisme et plus encore sur le nationalisme de certains opposants au régime de Franco, cela ne veut pas dire qu'à aucun moment nous reconnaissons aux tenants de ce régime, lui-même terroriste, un droit quelconque à la répression, au nom d'une justice qu'il a lui-même foulée aux pieds. Ce pouvoir doit être effacé de la carte politique de l'Europe, une Europe où il a la prétention de faire figure, aidé en cela par la « bienveillance » de notre propre gouvernement.

C'est d'abord ainsi que notre solidarité peut et doit se manifester réellement : par notre opposition, celle de tous les hommes libres de France, à toute complicité directe ou indirecte de notre gouvernement, à évolution policière, avec celui qui sévit encore de l'autre côté des Pyrénées. Nous devons nous opposer à toute atteinte à la liberté et aux droits des travailleurs espagnols résidant sur notre sol. Une première forme de cette solidarité, la plus immédiate sinon la plus efficace, est notre participation aux assemblées et manifestations ayant pour objectif la défense des réfugiés espagnols et, plus encore, celle des emprisonnés et condamnés des sinistres institutions policières et judiciaires franquistes. C'est pourquoi nous signalons à l'attention de nos camarades le *meeting de solidarité organisé par l'Alliance Syndicaliste et le « Frente Libertario »* ce 18 janvier, à 20 h 30, 44, rue de Rennes, à Paris.

R. GUILLORE.

Parmi nos

LETTERS

Pour une information sérieuse et contre des généralisations téméraires

De Gilbert Walusinski (92) :

Les journaux nous annoncent les peines infligées à nos camarades espagnols des commissions ouvrières. On cite la parole de Marcellino Camacho, condamné à 20 ans de prison : « Je sais que je paie le prix des libertés futures. » Je voudrais que la R.P. reprenne ce « procès » et rende justice. N'avons-nous plus de camarades espagnols, comme du temps du Cercle Zimmerwald, pour nous donner une information de première main sur la réalité espagnole ?

C'est toujours d'une information sérieuse que nous avons besoin. A ce propos, si j'accepte d'avance, dans la R.P., l'expression de toutes les opinions, ça ne m'empêche pas, parfois, de sur-sauter. Comme cette fois (p. 13-249 du n° de décembre) la note de Louzon sur les Allemands-philosophes et les Anglo-Saxons hommes pratiques. Ces généralisations sont fausses. On pourrait tout aussi bien défendre l'opinion symétrique : l'une et l'autre également fausses et surtout n'apportant rien à l'information dont nous avons besoin pour analyser avec lucidité le monde d'aujourd'hui...

Inflation et hausse des prix

d'Albert GOLDSCHILD (Paris) :

Je trouve excellent l'article de Guilloré : de la bonne foi et du bon sens pour parler de l'inflation et de la hausse des prix. Il est tellement plus facile et, pour certains, plus profitable, de dénoncer les démons habituels.

Le « Capitalisme », diable incarné, et le gouvernement, ne sont assurément pas innocents, mais les maudire ne dispense pas de mentionner d'autres causes évidentes, comme le rapport, dans la production, des biens de consommation d'une part, des investissements (utiles ou pas) d'autre part, et des incidences sur la masse monétaire disponible...

Les idées exprimées mériteraient d'être encore développées, et surtout diffusées. Quand les idées se font doctrine et la doctrine dogme et credo, la démystification, comme on dit, est de bonne hygiène.

Il reste, sur le fond du problème, que la substitution d'une économie distributive à la loi « sauvage » du marché constituerait le moyen, qu'on peut dire mécanique, d'éviter l'inflation. On y a eu recours, en France, pendant l'occupation, sous la contrainte de la pénurie, et dans la mesure que laissaient l'inégalité des ressources de chacun et la fraude qu'elle permettait.

Autant que je sache, aucun des Etats dits socialistes ne l'a, à aucun moment, tenté pleinement. Et il faut bien dire qu'une rigoureuse économie distributive avec disparition de la monnaie, serait peu compatible avec un minimum de liberté dans l'aménagement matériel de l'existence des producteurs - consommateurs - citoyens - sujets, c'est-à-dire de tout un chacun.

Alors ? Ce n'est pas dans cette lettre que je vais avancer mon système. Mais on peut toujours dire que, quel que soit le régime, il faut que le citoyen, selon la formule d'Alain, se défende contre les Pouvoirs. Le syndicat, entre autres, est fait pour cela, à condition qu'on ne l'égare pas dans d'autres voies.

Pour continuer notre « R.P. »

DE BORIE Antoine (33) sur un talon de chèque :

Ici, mon réabonnement à la « R.P. » pour 1974. Félicitations, en même temps pour la tenue et le climat de cette revue, dans une période où il semble de bon ton de « hurler avec les loups », de débiter des lieux communs et de faire revivre le culte du « chef » qui ne se trompe jamais. Il faut continuer votre action. Mais que les camarades lecteurs ou abonnés vous témoignent de suite leur confiance par des versements. L'indépendance et la continuité de la « R.P. » sont à ce prix.

Evitons les polémiques personnelles

D'un vieil abonné du Var :

Que les lecteurs qui écrivent ici soient passionnés, c'est admissible, c'est compréhensible. Je demande seulement qu'on s'en tienne toujours à la discussion des idées, qu'on ne s'attaque pas à l'auteur, ni même à la façon dont il croit devoir défendre ses idées.

FRANÇOIS MITTERRAND ET L'IMPÉRIALISME

Dans une interview qu'il a accordée à l'hebdomadaire « Le Point », François Mitterrand, secrétaire général du Parti Socialiste, a dit qu'on ne pouvait pas qualifier l'Union Soviétique d'impérialiste en raison des sacrifices qu'elle a fait pendant la dernière guerre.

C'est là une bien curieuse définition de l'impérialisme, qui, si elle est acceptée, signifierait qu'il n'y a pas d'impérialisme étant donné que toutes les nations ont fait des sacrifices pendant la guerre.

De l'impérialisme, il y a deux définitions : celle que les socialistes, depuis Hilferding jusqu'à Lénine, ont donnée et la définition vulgaire.

La définition socialiste caractérise l'impérialisme comme une phase déterminée du capitalisme, la phase suprême selon Lénine. Pris dans cette définition, il est évident que l'Union Soviétique ne peut pas être qualifiée d'impérialiste. Mais cela n'a rien à voir avec les sacrifices qu'elle a fait pendant la guerre.

La définition vulgaire de l'impérialisme, qui est la plus courante, est caractérisée par la volonté de domination et de conquête. De ce point de vue, toutes les nations sont impérialistes et l'Union Soviétique comme les autres. La preuve en est que l'Union Soviétique est la seule nation belligérante qui ait opéré des annexions territoriales pendant la guerre. Et quelles annexions : des milliers de kilomètres carrés pris à la Pologne, à l'Allemagne, à la Tchécoslovaquie, au Japon, à la Finlande et l'annexion totale des trois pays baltes : la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie.

Quant aux sacrifices incontestables que

l'Union Soviétique a faits pendant la guerre, c'est pour elle qu'elle les a faits. En effet, l'U.R.S.S. n'est pas entrée en guerre pour venir au secours de l'Europe occidentale occupée par le nazisme. Non, elle est entrée en guerre parce que le nazisme l'a attaquée. Et il a bien fallu qu'elle se défende. Que cette défense ait contribué à la défaite de l'Allemagne hitlérienne, c'est certain. Mais enfin, c'était une défense et non une entrée en guerre pour secourir les autres victimes de Hitler.

On peut en dire autant des Etats-Unis qui sont entrés en guerre parce qu'ils ont été attaqués par le Japon, allié de l'Allemagne hitlérienne.

S'il faut parler de sacrifice au cours de cette guerre, une seule nation en a fait : l'Angleterre. En effet, en 1940, après la victoire totale de Hitler sur le continent européen, alors que l'Union Soviétique lui était associée par un pacte de non-agression et d'assistance, Hitler a offert la paix à l'Angleterre qui restait seule dans la guerre. Si l'Angleterre avait accepté cette paix offerte, que serait-il arrivé ? Tout le continent de l'Europe occidentale était sous la botte hitlérienne et Hitler, libéré à l'Ouest, aurait pu en toute tranquillité s'attaquer à l'Union Soviétique.

Mais l'Angleterre a refusé la paix qu'on lui offrait et seule, pendant que l'Union Soviétique ravitaillait Hitler, elle a mené la guerre, subissant les terribles bombardements de Londres. Donc s'il faut parler de sacrifice dans la dernière guerre, c'est bien l'Angleterre, et elle seule, qui en a fait.

P. RIMBERT.

INFORMATIONS SYNDICALES

LE RELEVEMENT DU PLAFOND DES COTISATIONS SOCIALES

Le bureau confédéral F.O. a procédé à l'examen des conditions dans lesquelles a été fixé le nouveau plafond des salaires soumis à cotisations de Sécurité Sociale à compter du 1^{er} janvier 1974, plafond qui conditionne le montant des prestations en matière d'assurance maladie, d'accidents du travail et d'assurance vieillesse.

Il proteste énergiquement contre le fait que le Gouvernement n'ait pas appliqué intégralement la réglementation en vigueur, ce qui aurait permis une revalorisation minimum de 15,20 % (plafond à 2.350 francs par mois) alors que le taux retenu n'a été que de 13,7 % (2.320 francs par mois.)

Nous avons appris par ailleurs que la C.F.D.T. a approuvé la fixation du salaire plafond décidée par le Gouvernement, que condamne la C.G.T.

LE CHOMAGE EN FRANCE

En novembre 1973, 127 900 personnes étaient inscrites à l'U.N.E.D.I.C. (fonds complémentaires d'assurance chômage) et le nombre des « demandes d'emploi non satisfaites » était de 416 200 contre 378 300 l'année précédente, soit une progression de 10 %. Si l'on ajoute à ces « demandeurs d'emploi » la « population disponible à la recherche d'un

emploi » on atteint le nombre de 850 000 personnes actuellement sans emploi, donc, qu'on le veuille ou non, des chômeurs.

CONTRE LE DEMANTELEMENT DE L'O.R.T.F.

La C.F.D.T. se déclare solidaire de la lutte menée par l'intersyndicale de l'O.R.T.F. contre le démantèlement de l'Office. Elle dénonce une « politique qui mènera rapidement à la fin du service public, à une dégradation des programmes et à la mainmise des capitaux privés, à une télévision alignée sur leurs intérêts ». Par contre, en accord avec l'idée défendue par l'intersyndicale, la C.F.D.T. souhaite que l'O.R.T.F., service public véritable serve au développement d'une information de qualité, de la culture et des loisirs.

QUELQUES ELEMENTS SUR LA C.F.D.T.

Depuis deux ans, au début de janvier, la C.F.D.T. présente à la presse un certain nombre d'informations concernant ses effectifs, son implantation, ses moyens d'action. Concernant les effectifs, ce bilan montre une progression : 1970, 678 502 syndiqués ; 1971, 706 119 ; 1972, 743 741. « Ces chiffres correspondent au nombre exact de cotisants réguliers pour chacun de ces exercices. »

Au cours de l'année 1972, le nombre de travailleurs ayant en poche une carte confédérale de la

C.F.D.T. a été évalué à 970 000. Le décalage entre les deux chiffres tient aux saisonniers, au service militaire, au chômage, aux maladies, etc...

Si l'on prend la base 100 pour l'année 1948, l'évolution des effectifs depuis 1939 est la suivante: 1939, 70,06; 1948, 100; 1963, 130,75; 1964 (scission de la C.F.T.C. en C.F.D.T.), 126,86; 1965, 120,84; 1967, 126,23; 1968 (mai 1968), 144,79; 1969, 153,56; 1970, 156,46; 1971, 162,83; 1972, 171,50.

D'autre part le document de la C.F.D.T. indique une croissance de 28 % des dépenses de la caisse de résistance confédérale de 1971 à 1972 et une nouvelle croissance de 34 % de ces dépenses de 1972 à 1973, ce qui marque la sensible accentuation de la répression survenue au cours de ces dernières années.

IMPORTANTES GAINS DE F.O. ET DE LA C.G.C. AU CREDIT DU NORD

On trouvera ci-dessous le résultat des élections au Conseil de discipline du Crédit du Nord. Les indications entre parenthèses concernent les élections précédentes. Le total des voix obtenues par F.O. progresse de 54 % par rapport à 1971. F.O. obtient 5 élus au lieu de 2. Elle en gagne 2 au détriment de la C.F.D.T. et 1 au détriment de la C.G.T.

La C.G.T. a obtenu 2.000 voix (1.836), la C.F.D.T. 1.724 (1.842), F.O. 1.146 (739), la C.F.T.C. 575 (479) et la C.G.C. 765 (359).

L'ONIBEV POUR QUAND ? POUR QUI ?

Des informations contradictoires, parfois fantaisistes, circulent au sujet de la mise en place d'un Office National Interprofessionnel du Bétail et des Viandes (ONIBEV). Le syndicat « Force Ouvrière » du personnel de la Société interprofessionnelle du Bétail et des viandes (SIBEV), s'inquiète à juste titre de l'avenir des salariés de cette entreprise. Reçus le 21 décembre par un membre du ministère de l'Agriculture, les délégués du personnel se sont vu confirmer l'incohérence qui plane sur la mise en place de cet office.

Comment pourront être intégrés les salariés de la SIBEV au sein de ce nouvel organisme ? Quand et par quel moyen cette mutation pourra-t-elle se faire ? Autant de questions restées pratiquement sans réponses précises. Ce qui ne peut satisfaire le personnel en cause qui ne ralentira pas ses pressions afin de ne pas faire les frais d'une politique de l'élevage d'une incohérence sans limite.

LES PROBLEMES DES ETUDIANTS EN MEDECINE

La Confédération Force Ouvrière a été informée par l'U.N.E.F. de la situation injuste des étudiants en Médecine reçus à l'examen de 1^{re} année et non admis en 2^e année, et des démarches engagées par l'association constituée par leurs parents auprès des autorités ministérielles et des divers groupes parlementaires.

La Confédération Force Ouvrière déplore qu'aucune suite n'ait été donnée aux promesses d'apaisement prodiguées en octobre par le ministère de la Santé Publique, mesures permettant la répartition des « reçus-collés » en 2^e année dans l'ensemble des U.E.R. médicales.

Constatant que le caractère ambigu de la situation de ces étudiants a été reconnu par le ministre de l'Education Nationale lui-même, Force Ouvrière soutient les démarches légitimes des parents de ces étudiants pour défendre la vocation et l'avenir de leurs enfants, conformément aux principes d'équité qui ont toujours inspiré la Confédération.

REFORMISTES REVOLUTIONNAIRES ET REVOLUTIONNAIRES REACTIONNAIRES

Ce titre peut surprendre, mais les faits que je vais raconter vont l'expliquer.

On sait que dans le Marché commun il a été établi que tous les travailleurs des pays composant ce Marché commun ont le droit d'aller travailler dans n'importe quel pays qui le composent, sans avoir besoin de carte de travail. C'est là une réforme dont le caractère révolutionnaire ne fait pas de doute. Pour que cette mesure puisse aussi s'appliquer aux officiers de la marine de commerce qui bénéficient d'un statut spécial, une loi devait être ratifiée par le Parlement français. Or lorsque cette loi est venue en discussion devant la Chambre des députés, puis devant le Sénat, les Fédérations C.G.T. et C.F.D.T. des marins ont organisé une grève pour s'opposer au vote de cette loi.

Que signifiait cette grève ? Contre qui était-elle dirigée ?

Pas contre les armateurs capitalistes, pas contre l'Etat. Non, elle était dirigée contre les marins des autres pays du Marché commun. Elle était donc dirigée contre des travailleurs étrangers. L'argument mis en avant étant que les avantages matériels étant supérieurs dans la marine française à ce qu'ils sont dans les autres pays, il y aurait un afflux de marins étrangers en France.

Misérable argument en vérité qui avait été mis en avant aussi contre la libre circulation des travailleurs dans le Marché commun et que les événements n'ont pas confirmé. En effet, l'afflux de travailleurs étrangers en France vient d'Espagne, du Portugal et d'Afrique du Nord, c'est-à-dire de pays qui ne sont pas dans le Marché commun. Et ce sont plutôt les travailleurs français qui s'en vont travailler en Allemagne, parce qu'ils sont mieux payés. Et si les syndicats allemands avaient la même position que la C.G.T. et la C.F.D.T., ils pourraient employer le même argument.

Cette grève organisée par les Fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de la marine contre une réforme révolutionnaire prouve qu'il y a des révolutionnaires qui sont réactionnaires.

En revanche il y a des réformistes qui sont révolutionnaires. En voici la preuve.

Le congrès du Parti socialiste hollandais, qui s'est tenu en septembre dernier, a décidé qu'il allait mettre tout en œuvre pour faire adopter par le Parlement une loi permettant aux travailleurs étrangers établis en Hollande depuis cinq ans d'avoir le droit de participer aux élections, autrement dit d'être électeurs, tout comme les citoyens hollandais.

Même si on considère ce délai de cinq ans comme trop long, la Convention n'avait exigé qu'un an et la Commune en ratifiant l'élection du Hongrois Fraenkel n'avait même pas posé de délai, c'est tout de même là une réforme révolutionnaire.

Prolétaires de tous les pays unissez-vous, avait lancé le « Manifeste Communiste » en 1848. Mais le nationalisme l'a emporté et, au lieu de s'unir, les prolétaires se sont massacrés sur les champs de bataille. Aussi on ne peut qu'être indigné quand on voit une grève comme celle des officiers de marine pour empêcher que les marins étrangers ne viennent travailler sur des bateaux français. Mais on se réjouit quand on voit un Parti socialiste hollandais demander que les travailleurs étrangers aient le droit de vote.

Et pourquoi pas le droit d'être élu ?

P.R.

Un feuilletoniste intrépide : M. JACQUES BERGIER

L'espionnage est pour l'édition tout autant que pour le cinéma une mamelle intarissable. Croit-on le pis asséché que quelque affaire nouvelle survient qui permet le renouvellement du flot nourricier. Ainsi l'affaire de Watergate qui est d'avant-hier a fourni l'occasion du dernier regain. Celle du *Canard* qui est d'hier n'a pas encore permis les éclosions nécessaires. Gageons cependant qu'on doit brocher à la hâte dans de multiples endroits et que tous les spécialistes assermentés sont à la besogne. Un marché est là, haletant qui aspire avidement à se repaître du fin du fin et du dessous des choses.

Pour ce qui est du scandale de Watergate, Albin Michel, apparemment bon premier, a sorti sous la plume de M. Jacques Bergier, autorité réputée dans tout le vaste monde pour sa voyance extralucide, un ouvrage intitulé *L'Espionnage politique (Des tables d'écoute au chantage)*. Un titre à la fois ambitieux et didactique, qui annoncerait comme qui dirait un manuel de la spécialité ! Ambition à la hauteur de la légende de M. Jacques Bergier, qu'un *Matin* des *Magiciens*, commis avec la collaboration de M. Louis Pauwels, autre augure considérable et considéré, et qui fit figure de best-seller le temps de plusieurs saisons, a consacré comme maître de l'occulte et du mystérieux.

Comme de la mystagogie à l'espionnage la cloison serait plutôt mince, il est de toute évidence que M. Bergier dès lors qu'il s'en mêlerait, ne pourrait qu'exceller dans cette branche annexe. Il a d'ailleurs accumulé les tomes sur le sujet et son dernier ne constituerait qu'un compendium de l'œuvre antérieure, mis au goût du jour en fonction de la récente mésaventure nixonienne.

A une culture prodigieuse dans tous les domaines, et qu'il ravive quotidiennement par une lecture de tout ce qui se publie dans le monde — il lit toutes les langues — de la Terre de Feu au Kamtchatka, M. Jacques Bergier joint encore une expérience absolument terrifiante de tous les « services » dont il nous entretient. Ainsi il a été torturé, non pas comme il aurait pu lui arriver, comme il est arrivé à beaucoup, une fois, deux fois, trois fois, la première suffisant largement dans maints cas à laisser le patient ruiné physiquement pour la fin du parcours, la deuxième, en tout cas risquant bien d'achever la capilotade, en admettant qu'une troisième soit nécessaire pour parachever la destruction des irréductibles ! mais PLUS DE CINQUANTE FOIS.

Applaudissons à cet héroïsme, auquel nous voudrions bien ajouter foi, et félicitons-nous de la carcasse de triple airain, dont la nature paraît bien avoir doté M. Jacques Bergier. Cette nature lui fut d'ailleurs prodigue à tous égards, puisque à tant de dons, elle joignit encore ceux du bricoleur. Témoignage cet « amplificateur dit à impédance infinie », qu'il inventa un jour pour que nos officines nationales vouées au « renseignement », pussent surprendre avec plus de précision les dires des usagers du téléphone. Précédent hautement éloquent, qui fonde doublement aujourd'hui les protestations que prétend faire retentir notre justicier enfin écœuré du système !

Tous les côtés exceptionnels et surhumains de notre illustre étant établis, venons-en au terre à terre des choses, seul accessible à nos entendements plutôt limités, et acceptons de M. Jacques Bergier d'innombrables vérités premières trop longtemps méconnues.

Telle celle-ci qu'il faut sertir dès l'abord, bien qu'elle ne se rencontre pas au début du volume et après laquelle on pourrait tirer l'échelle : Victor Serge était le fils de Léon Trotsky !

Cette révélation est à la page 112 du volume qui nous occupe, mais chemin faisant on en a appris bien d'autres de même farine. Que Hitler a fait assassiner lors de la purge de juin 1934 le général von Streicher, en fait le général von Schleicher, que M. Bergier confond avec Julius Streicher l'éditeur du fameux *Sturmer* ; que de Gaulle a révoqué dès son retour en 1958, le préfet de police Baylot qui était sur la touche depuis quatre ans de par les bons offices de Mendès-France et de Mitterrand, Dubois d'abord puis Papon l'ayant relayé à la Tour pointue ; que Mandel fut Ministre de l'Intérieur pendant l'entre-deux-guerres alors qu'il n'accéda à la place Beauvau qu'en mai 1940, appelé par Paul Reynaud qui croyait stopper l'éventuelle ruée allemande avec des exorcismes comiques tirés du vieil attirail clemenciste, etc.

Toutes erreurs bénignes chez un plumitif quelconque, si l'on veut absolument être indulgent, mais qui donnent à présager catastrophiquement chez un renseigneur professionnel qu'on tient vraisemblablement dans toutes les mystérieuses cavernes à initiales (I.S., M.I.5, S.D.E.C.E., C.I.A., N.K.V.D., etc.) pour un expert hautement qualifié.

Misères de détail mais qui s'enchaînent le plus souvent dans d'in vraisemblables romans chez la portière, déjà lus ailleurs, tout ou en partie, et auxquels notre illustre n'a pu qu'ajouter quelques particularités délirantes. Ainsi ses récits des affaires Barbé-Selor (notre feuilletoniste n'est même pas capable d'orthographier correctement les noms des gens qu'il cite, ou encore il les affuble de prénoms qu'ils n'eurent jamais, témoin le cas de Philippe Berthelot, le patron du Quai d'Orsay pendant vingt ans, déguisé par lui en « Daniel » !), Doriot, Rajk, etc., etc.

Après quoi nous devrions prendre pour argent comptant tout ce qu'il nous rapporte sur les secrets de la Maison-Blanche, et que son ubiquité proverbiale lui permet presque de connaître dans l'instant même, c'est tout de même trop nous demander !

A.C.

A NOS ABONNES

Il arrive assez souvent que des exemplaires de la revue nous reviennent avec cette mention : « n'habite plus à l'adresse indiquée » ou « inconnu à cette adresse ». Or, il s'agit plusieurs fois de fidèles abonnés, à jour de leurs versements, et dont la fiche indique pourtant la même adresse que celle inscrite sur la bande d'envoi.

Il n'y a pas que l'erreur possible du préposé facteur. Il y a aussi le fait que certains camarades négligent de nous avertir d'un changement d'adresse. Ils ne doivent pas s'étonner s'ils ne reçoivent plus leur numéro. Nous prions donc nos amis, pour eux, puisqu'ils semblent attachés à notre revue, pour nous, pour nous éviter des manipulations et recherches inutiles, de nous faire connaître tout changement d'adresse dès qu'il se produit.

Deux carriéristes : THOREZ et TOGLIATTI

Sauf de pieuses évocations aux dates anniversaires, il ne semble pas que la personne de Thorez ait jusqu'alors donné lieu à une abondante littérature, en tout cas directement, tant du fait de thuriféraires que de détracteurs. Peut-être que les premiers estiment que le défunt avait largement pourvu à sa propre apologétique de son vivant, d'une part par l'hagiographie bien connue, *Fils du peuple*, d'autre part par l'impérissable pyramide des *Œuvres complètes*, commentaire morne et quotidien des derniers mandements moscovites. Déduire de ce silence relatif, que l'histoire aurait déjà rendu le grand homme à sa vraie place, celle de « médiocre avec éclat », selon la formule par laquelle les Goncourt prétendaient définir le succès, serait peut-être prématuré. Trop d'épigones qu'il fabriqua ou qu'il porta sur le pavois ont encore intérêt aux simulacres idolâtriques.

Un Italien, qui lui dut beaucoup et même son élévation jusqu'aux échelons suprêmes, d'abord dans le Parti communiste français, puis dans l'« appareil » international, avec tout ce que le mot peut comporter d'occulte et d'impénétrable, vient précisément de donner quelque renouveau au personnage dans un ouvrage paru chez Julliard, intitulé *A l'ombre des deux T. (40 ans avec Palmiro Togliatti et Maurice Thorez, par Giulio Ceretti)*.

Deux destins parallèles

Ce n'est pas la première fois que les deux noms sont étroitement associés, un compagnonnage de quarante années dans le servage stalinien suffirait déjà à les souder, mais il y avait aussi dans les deux hommes une aspiration secrète, inavouée, à un communisme parlementaire, sans grandes secousses historiques, qui contribua à les identifier. Sans doute, furent-ils l'un et l'autre, à certaines heures contraints à des attitudes de verbalisme révolutionnaire, la stratégie du maître du Kremlin l'exigeant ainsi, mais dans le fonds et leur tréfonds aucun « tournant » ne leur agréait autant que celui qui les mettait en posture de frayer, voire de traiter de pair à compagnon avec les maîtres de l'heure.

Toutefois Togliatti, au contraire de son émule français, dont la vie au demeurant se déroula fort bourgeoisement, en dépit de l'épisode de la « désertion » (véritable désertion de luxe, comme nous verrons ultérieurement) connu, à son corps défendant des traverses hasardeuses. Cela tint au fait qu'il vécut la plus grande partie de son exil de vingt années dans la dépendance immédiate de Staline, et que dans quelques cas, ne fût-ce que pour se garantir une meilleure image de marque, il lui fallut bien assumer les apparences d'un « révolutionnaire professionnel », l'expression étant complètement déçue du sens que Lénine prétendait lui donner, et ne signifiant plus que valet de Staline à toute épreuve. La chute de Mussolini fut trop longtemps problématique, pour qu'on pût envisager, à Moscou, une utilisation des dons du cher Palmiro dans la péninsule. Cet espoir ne perçera qu'après 1942, d'où, avant cette date, toutes sortes de missions occasionnelles, telle celle accomplie en Espagne sous le nom d'Alfredo. Mission qui ne manqua pas de côtés troubles et qui amena des historiens antifascistes de la qualité de Gaetano Salvemini, à prononcer son nom à propos de l'assassinat de Camillo Berneri en mai 1937 à Barcelone. Insinuation dont Togliatti crut devoir se défendre dans un article de la revue théorique du Parti communiste italien *Rinascita* de mars 1950, mais en répondant à côté. Aurait-il été d'ailleurs

mêlé à l'affaire qu'on peut être assuré que ç'aurait été de haut et de loin, tout au plus en simple appréciateur de l'opportunité qu'il pouvait y avoir d'éliminer un homme comme Berneri, tenu pour trop clairvoyant dans l'analyse du jeu communiste !

Un jeune homme bien sage !

De telles suspensions, même inéclaircies, même infondées, confèrent déjà au chef communiste italien, une dimension inquiétante, à laquelle Thorez, dans son insignifiance foncière, ne saurait prétendre. Il est difficile de se déprendre de cette idée que le jour où l'on choisit au Kremlin d'investir à long terme dans le mineur honoraire de Noyelle-Godault on ne se soit pas déterminé à la fois sur son origine ouvrière et sur ses extérieurs rassurants. Et à moins d'une folie, dont dans sa sagesse paysanne il se garda toujours, irait-il jamais croire, comme d'autres avant lui, éperdus de leur subit avènement, qu'il ne s'était hissé au faite que par la grâce de son seul génie ! Livré à lui-même dans un parti où eût existé la concurrence normale, sans doute eût-il pu prétendre à un destin « honorable », mais malgré son côté studieux, appliqué, premier de la classe même, on ne lui vit jamais le je-ne-sais-quoi qui l'eût désigné pour les responsabilités décisives. Il eût été secrétaire général comme il eût été maître porion s'il eût persévéré dans la mine, couronnement qu'il dut certainement se rêver, dans sa petite enfance, un parent proche, orgueil de la famille, ayant brillé dans l'emploi, mais au terme de sa carrière. Mais Moscou était là avec ses possibilités fantastiques, son appareil tentaculaire qui vous octroyait un homme en plein ciel de gloire et vous multipliait par mille, par dix mille, par cent mille votre personnalité, qu'elle fût déjà marquée ou encore falote ! Sans préjudice de l'épreuve inverse, qui pouvait vous décréter abject et indigne avec le même luxe de moyens, et vous rendre au néant, en quelques semaines si vous étiez jugé indocile ou si le « tournant » du jour exigeait quelque bouc émissaire !

Dire même qu'il s'en était fallu d'un cheveu en 1934 encore, et malgré quatre ans déjà de présence à la tête du « secrétariat », pour qu'un autre nom brillât au firmament. Manouïlsky, sous-ordre de Staline au Komintern, n'avait-il pas balancé un instant, au lendemain des journées de février 1934, alors que déjà se dessinait à Moscou le prochain virage du « Front populaire » et qu'à Paris on en était encore à anonner les mots d'ordre de la période précédente — la quatrième, la cinquième, on ne sait, la seule « troisième » ayant fait date précisément ! —, à remettre Doriot en selle, malgré ses antécédents « boukharino-rykoviens » ! Mais l'autre avait décliné connaissant trop le prix des faveurs stalinienne et se flattant inconsidérément que son fief dionysien lui tiendrait lieu pour l'éternité de base inexpugnable. Souveraineté illusoire, dont il ne faudra qu'une saison pour le désabuser.

Un tel vertige, malgré les enlacements électoraux d'une autre circonscription « en or », Ivry, ne saisira jamais l'enfant du Pas-de-Calais, et n'eût-il pas duré dans les premiers rôles de la maison qu'il ne s'en fût pas écarté à moins, évidemment, qu'on ne l'eût chassé sans rémission. Tout cela avec de grandes phrases, selon le rite, sur la fidélité au vieux parti de son cœur, en vérité par conviction intime qu'il serait immanquablement brisé, conformément à tous les précédents. Et certainement aussi par une parfaite appréciation de soi-même, qui l'avait convaincu très tôt qu'il n'avait pas la classe

d'aller jouer les chevaux emballés. Le grand Maurice était fait pour la bride et l'éperon et pas autre chose.

Parrallèlement donc mais sans qu'il y eût imitation ou concert, entre les deux hommes, qui ne se connaissaient pas encore, Togliatti devait, dès 1926 entamer de son côté un destin analogue, avec plus de pittoresque toutefois, l'« illégalité », même très confortable, qu'un des plus puissants Etats du globe est partout et toujours en situation d'assurer à ses « agents », n'étant pas absolument exempté de vicissitudes !

L'ombre protectrice de Gramsci

Jusqu'en 1926, date où il met pour la première fois le pied à Moscou, Togliatti n'a compté dans son parti d'origine, qu'au second rang, voire au troisième, dans l'ombre protectrice d'Antonio Gramsci, qui lui fit faire les premiers pas dans les milieux socialistes de Turin, avant 1914. Premiers pas timides, sinon singulièrement prudents, le jeune Palmiro, au rebours de Gramsci, qui abandonne le cycle régulier des études universitaires pour ses curiosités nouvelles, ne tenant pas à déroger du droit chemin, tracé dès le berceau aux bons élèves. Gramsci est d'ailleurs, lui-même, sinon sous l'influence, mais dans la familiarité d'un autre jeune socialiste turinois, Angelo Tasca (1), qui dès 1909 joue un grand rôle dans la Fédération juvénile de la péninsule. Fédération où il se heurte en 1912, à un autre jeune, un étudiant napolitain, Amedeo Bordiga, déjà porté à une intransigeance farouche, exclusive presque de toute portée politique immédiate. Cet antagonisme ne cessera d'habiter les deux hommes et ils le transporteront dans le naissant parti communiste de Livourne, en 1921, Tasca assumant pour toujours figure de « droitier », et le bouillant Amedeo continuant d'incarner un « ultra-gauchisme » figé et géométrique que n'entameront ni les déconvenues ni les ans.

Gramsci et le Popolo d'Italia

Pourtant devant la bourrasque de 1914, puis l'interventisme de 1915, Tasca et Bordiga se retrouveront sur des positions voisines sinon absolument communes, en tout cas parmi ceux qui diront non à la guerre. Ce qui ne sera pas le cas de Gramsci, non plus que de Togliatti, son reflet attédié et lointain. Gramsci se ressaisira très vite, mais ses hésitations du début — il ira, c'est ainsi, jusqu'à proposer sa collaboration au *Popolo d'Italia*, et si l'affaire n'aboutira pas ce sera du fait de Mussolini, auquel le premier article envoyé n'avait pas plu, mais qui invitera quand même le jeune Antonio à renouveler la tentative, ce que celui-ci ne fera pas — lui seront longtemps comptées à crime. Non comme on pourrait le croire par les « bordiguistes » mais par les socialistes internationalistes de la tendance Serrati demeurés hors du parti communiste après la scission de Livourne. C'est peut-être en raison de ce projet de collaboration avorté dans l'œuf que Mussolini se vantera plus tard devant Cesare Rossi, l'ex-syndicaliste révolutionnaire passé au fascisme, et devenu le chef du bureau de presse du « Duce » jusqu'au temps de l'affaire Matteotti, qui lui sera d'ailleurs tout entière endossée, d'être le « père spirituel » de Gramsci. (Mussolini comme il était, Rome 1947, p. 241).

(1) Angelo Tasca nous est plus connu en France sous les noms de bataille qu'il assumait successivement A. Rossi, André Leroux. Une « Naissance du Fascisme » publiée chez Gallimard est un modèle du genre. De nombreux autres volumes, sur le pacte germano-soviétique, et sur les variations communistes en 1939-40 attestent encore de sa valeur d'historien et de polémiste.

Effronterie sans nul doute et que l'anecdote tenue que nous avons dite ne saurait fonder. Toutefois, ce serait une erreur de croire à une cassure nette après que Mussolini eut rompu avec le parti socialiste. Sentimentalement, les jeunes, particulièrement à Turin, lui restaient reconnaissants des remous océaniques dont il avait agité le vieux marais social-démocrate, depuis la « semaine rouge » d'Ancone (juin 1914) au cours de laquelle il avait tenté de buter le feu à toute l'Italie, à l'unisson avec Malatesta et le jeune Pietro Nenni, celui-ci encore républicain ! Même Tasca bien qu'hostile au tournant mussolinien, ne s'était pas associé aux attendus flétrissants pris contre le transfuge par les burgraves de Milan dans l'hiver de 1914.

Écoutons d'ailleurs ce que dit Giorgio Bocca dans un *Togliatti* de 700 pages, paru en 1973, et qui est apparemment ce que nous avons à ce jour de plus complet sur le chef communiste italien :

« Gramsci, Togliatti et les jeunes révolutionnaires turinois spécialement ceux du faubourg de Saint-Paul, restèrent mussoliniens même après l'éviction du directeur de l'Avanti du journal. Ils attendirent encore avec confiance la sortie du premier numéro du « *Popolo d'Italia* », le 15 novembre 1914, malgré sa nette position interventiste. Même Gramsci et Togliatti allèrent encore plus loin, matériellement et idéalement : ils déchirèrent leurs cartes du parti socialiste. Santhia (un membre du groupe, plus tard dans l'équipe de Gramsci à l'Ordine Nuovo) se souvient parfaitement d'une lettre de Mussolini à Tasca l'invitant, lui et ses amis, à collaborer au *Popolo d'Italia*. Et Santhia prétend encore que la réponse de Tasca n'impliquait pas un refus total à Mussolini, et qu'elle l'exhortait surtout à ne pas commettre l'erreur d'une rupture totale avec la presse du parti » (Giorgio Bocca, Palmiro Togliatti, p. 24).

Tasca reconnaît d'ailleurs dans ses Archives publiées chez Feltrinelli par les soins du communiste Giuseppe Berti sous le titre : *Les premières dix années de la vie du Parti communiste italien (I primi dieci anni di vita del P.C.I. « qu'au beau milieu des luttes pour la neutralité, il s'éleva contre le déchaînement de haine à l'égard de Mussolini ».*

Ce retour vers un lointain passé ne nous éloigne pas autant qu'il y paraîtrait de notre sujet. Il était nécessaire pour éclairer et éclaircir les commencements de Togliatti. Personnage enore infime, se profilant dans la suite de Gramsci, déjà un peu plus connu, c'est peut être à l'imitation de celui-ci qu'il incline à l'interventisme. Attitude d'ailleurs qui ne peut être que vue favorablement de l'autorité et qui ne pourra nuire à l'intéressé, si ultérieurement il fait bourgeoisie carrière. Elle n'est même pas toute platonique puisque le jeune Palmiro, au premier roulement de tambour, bien que réformé, s'engage dans une formation sanitaire. Comportement qui ne peut être celui de Gramsci, que son infirmité marque inexorablement. Le futur doctrinaire de l'Ordine Nuovo, ulcéré de ses divergences avec les sectionnaires de Turin, alignés sur les positions neutralistes de Lazzari, Serrati et consorts, s'écarte du Parti et fait oraison pendant presque une année. On le revoit au début de 1916, non en position de « Madeleine repentie », comme on aime à dire là-bas, mais revenu toutefois de son interventisme premier et acceptant de participer à la lutte contre la guerre, selon la plate-forme officielle du Parti italien.

Démarche encore timide si on la compare à celle d'un de ses futurs lieutenants d'Ordine Nuovo, Umberto Terracini, lui aussi des jeunes de Turin, qui dès 1916 est emprisonné pour son zimmerwaldisme impétueux. (Terracini, âgé de 80 ans est maintenant

le dernier survivant de cette grande époque, et est toujours membre du Parti communiste, bien qu'on l'ait destitué l'année dernière de toutes les « dignités » qu'il occupait encore, sous couvert naturellement de l'âge, mais en fait parce que « Juif » et ne mâchant pas ses termes sur la politique de l'U.R.S.S. sur la question !)

« L'Ordine Nuovo »

Pour notre Togliatti, il est sous l'uniforme et continue de se garder de tout contact compromettant jusqu'au jour où une rencontre fortuite, en décembre 1918, va permettre à Gramsci de le « récupérer », et d'en faire d'abord un chroniqueur de l'édition turinoise de l'Avanti, ensuite un des piliers de l'Ordine Nuovo, qui commencera de paraître en avril 1919.

« Un jeune très cultivé », tel a été le message d'introduction de Gramsci auprès des compagnons de l'Avanti. L'éloge n'a pas été au-delà. C'est vrai. Togliatti sera toujours appliqué, studieux, avide de s'incorporer au passage tous les matériaux possibles ; trait commun encore avec Thorez, et avec l'avantage pour l'Italien d'une formation première que le Français n'a pas reçue !

Avril 1919, c'est l'aventure de l'Ordine Nuovo et la fondation du groupe du même nom, qui conjointement et concurremment quelquefois, sera avec le groupe *Il Soviet* de Naples, dirigé par Bordiga, à l'origine du Parti Communiste italien.

Gramsci, Tasca, Terracini, Pastore et accessoirement Togliatti ainsi se nomment les initiateurs d'Ordine Nuovo. C'est Tasca qui a trouvé les fonds (6.000 lires) et pris les premières liaisons avec les imprimeurs. Son expérience est plus ancienne que celle de ses amis dans le domaine et le journal portera même d'abord son empreinte. Mais des divergences se produiront rapidement, Tasca, selon une disgrâce qui lui sera constante, étant bientôt taxé de passivisme routinier au regard des autres, novateurs intrépides, en tout cas qui se croyaient tels. Togliatti parvenu un jour, au faite, et à l'épreuve des faits, se révélera naturellement d'une indigence en matière d'initiative créatrice cent fois plus misérable que celle qu'il incriminait chez le malheureux Tasca.

Malgré le rayonnement que connaît le groupe de l'Ordine Nuovo, Togliatti ne sort pas d'une posi-

tion subalterne et reste longtemps encore inconnu, ou très peu connu tant des affidés que des adversaires. Discrétion, prudence feutrée ou faible éclat encore de ses lumières, on ne sait.

Même sur le plan local turinois où sa jeune notoriété aurait eu plus de commodité de s'affirmer, les fascistes indigènes, ne paraissent pas faire cas de lui. Un fait l'atteste, qui est déjà postérieur de plusieurs mois à la marche sur Rome (octobre 1922). A Turin, un anarchiste du nom de Francesco Prato, molesté par des fascistes, abat deux « squadristses », et bien que blessé réussit à disparaître. Le lendemain de l'affaire, entre autres représailles, le chef du Fascio local, un nommé Brandimarte, fait sommation par voie d'affiches, aux chefs antifascistes de la région d'avoir à déguerpir non seulement de Turin mais du Piémont dans les 24 heures. Gramsci, Terracini, Armando Borghi, le leader anarcho-syndicaliste bien connu, de multiples autres figurent sur la liste de proscription, mais de Togliatti point. Ce qui ne saurait constituer contre lui une présomption quelconque, l'ennui c'est que soucieux de « corser » à tout prix une biographie, qu'il sentait un peu vide pour ces années-là, il ait voulu postérieurement accrédi-ter le fait qu'il figurait sur la fameuse liste.

Il est coutumier d'ailleurs de tels travestissements. Dans une brochure consacrée à un ancien chef communiste passé au trotskysme, Tresso-Blasco, Pierre Naville rapporte une autre mystification qu'avait laissé imprimer dans la presse communiste de Rome, après la libération, s'il n'en avait été l'instigateur, le trop ingénieux Palmiro. Il s'agissait d'une tartarinade le montrant défi-ant et triomphant d'innombrables fascistes. La bouffonnerie était d'un tel calibre, qu'Ignazio Silone s'en était indigné, en avait fait l'observation à Togliatti, dans les couloirs de Montecitorio, la Chambre italienne, et en avait reçu pour toute réponse que sans doute l'histoire était fautive mais que les militants y prenaient un tel plaisir qu'il valait mieux ne pas les détromper !

De longues années vécues dans la contagion de Staline l'avaient évidemment rompu à toutes les falsifications. Peut-être même n'avait-il pas eu besoin d'un aussi auguste exemple pour s'autoriser beaucoup, la nature, prodigue, l'ayant déjà pourvu dans la matière !

(A suivre).

A. CROIX.

En avant, les aides de camp ! En avant, les officiers !

Ce titre peut sembler étrange. Cependant il contient une sorte de philosophie assez logique. Il m'a été inspiré par la re-lecture des « Mémoires d'outre-tombe » du fort curieux personnage que fut Monsieur le Vicomte François René de Châteaubriand. Dame ! un retraitsé ayant passé un demi-siècle dans les ateliers peut s'amuser à de telles lectures. En tout cas, le fait évoqué par l'homme de Combourg est à mon avis riche d'enseignement. Voilà de quoi il s'agit, et vous verrez que même en 1973, cela fait réfléchir encore.

Les petits nobles qui avaient rejoint l'Armée des Princes pendant la Révolution française, armée dont le but était avec les Prussiens et les Autrichiens, de rétablir le roi à Paris, n'aimaient pas beaucoup les brillants aides-de-camp, fort bien nourris, chamarrés jusqu'au cul, alors qu'eux crevaient de faim et se couvraient d'oripeaux tant bien que mal.

Donc ils voulaient que les perroquets (aux vêtements éclatants) soient en tête au combat (de là leur cri). Pour les sans-culotte, la question

était à peu près la même, d'où le cri « En avant les officiers ? ».

Cette similitude des deux cris avec le temps (et nous devons remercier le Vicomte de l'avoir notée dans ses célèbres mémoires) prend un étonnant relief.

Enfin, trêve de réminiscences historiques lorsque l'on voit aujourd'hui l'état du monde. N'est-il pas désolant de constater qu'après deux guerres mondiales l'espérance internationale recule (vous connaissez ? « Prolétaires de tous pays unissez-vous »).

Dans trop de cas ceux qui devraient logiquement éviter de se montrer ou pro-juifs, ou pro-arabes donnent l'impression de réciter le Talmud (trop de cérémonies religieuses à la Télé, voire dans l'intéressant film de Lanzmann « Pourquoi Israël ? ») ou de réciter les surates du Coran (lorsque l'on connaît la condition de la femme en général, chez les Arabes quel progressisme !). Il serait largement temps que du côté juif et du côté arabe surgissent les hommes qui nous crient

à la face « Méfiez-vous, ça pue le pétrole ! ». Qu'il serait beau le meeting où ces hommes viendraient expliquer que l'on est toujours dans l'atroce constatation d'un certain Anatole France qui, après les tueries de 1914-18, proclamait : « L'on croit mourir pour la patrie, l'on meurt pour des industriels ». Déjà à cette époque trop de prétendus socialistes dans chaque camp reniant l'Internationale pour justifier l'Union sacrée, manquaient d'odorat pour sentir la puanteur des charniers. Parmi eux beaucoup relevaient du cri commun des compagnons de Châteaubriand et des sans-culotte. Bien sûr, du côté juif, on évoque maintenant les fours crématoires d'Hitler. Dans ce domaine des atrocités il y a un Himalaya de conneries sanglantes (Coventry, Dresde, Hiroshima et j'en oublie beaucoup). Le chancelier Willy Brandt a mis genoux en terre devant le Mémorial des morts du ghetto de Varsovie, et lui n'était pas coupable, nous avons tous aimé ce geste.

En un sens il est monté en première ligne pour montrer ce qu'il était bon de faire. Mais je suis fâché de constater par ailleurs que des deux côtés du conflit israélo-arabe, il existe une kyrielle de partis se réclamant du socialisme tant en Algérie qu'en Syrie, qu'à Jérusalem (là c'est le plus lamentable, on y exalte trois religions, celles du Christ, d'Allah et de Yaveh et ça pue le pétrole bien plus que l'encens).

Il serait grand temps que tous les chefs socialistes et religieux montent en première ligne pour prêcher la paix. Alors, que voit-on au contraire ? les réunions de l'Internationale socialiste (à propos y chante-t-on encore le chant du même nom ?), celles des grandes religions (bien sûr on y embrasse les pierres, on se prosterne à qui mieux mieux) mais où est la paix dans tout ça ?

Pour ma part, je vois toujours le cadavre du petit soldat déjà à moitié recouvert par le sable et dont je veux ignorer la nationalité (photo parue en couverture de « Match » durant la guerre du Kippour). Ce qui est également odieux, c'est le fait que la Russie et l'Amérique et bien d'autres fournissent à outrance des armements aux deux camps, tandis qu'hypocritement l'on feint de vouloir la paix. Actuellement, du fait de la réduction des livraisons de pétrole arabe aux nations occidentales, les armes se sont tuées. Cependant nous savons que dans chaque camp l'on continue à accumuler le matériel de guerre sans vergogne. Tous les Tartuffes du socialisme et de la religion font semblant de ne rien voir.

C'est pour cette raison que je pousse à mon tour le cri des « Mémoires d'outre-tombe » :

« En avant les aides-de-camp ! »
« En avant les officiers ! »

Non pas pour la guerre, mais pour la paix ! Et là, les anciens de mon espèce peuvent rappeler que cela peut être aussi dangereux que d'entraîner les hommes au combat. J'aurai qui paya de sa personne n'a-t-il pas dit que le plus grand des combats était le combat pour « la paix ? » Aujourd'hui, trop de gens sont aveuglés par le drapeau qu'ils ont choisi. Pour ma part, je demeure fidèle à l'esprit de Karl Liebknecht (qui paya aussi de sa personne) : il faut « balayer devant sa porte ». Trop souvent le drapeau que l'on croit servir vous cache la réalité en vous empêchant de voir qu'au delà de la position des états-majors partisans, il y a la cause, la grande cause de l'Internationale. Mettant les pieds dans le plat je n'hésite pas à écrire que jadis dans les milieux socialistes juifs le problème du sionisme était loin de faire l'unanimité. Il y a même un certain Karl Marx qui, à propos de la théocratie juive, s'est montré assez dur, et nous constatons que

l'Etat d'Israël n'est pas laïc, tant s'en faut. On me rétorquera que les Arabes sont loin de considérer Allah comme une charmante plaisanterie. Ayant été soldat à la division marocaine en occupation en Rhénanie, en 1922, et ayant aussi vécu même pendant la guerre d'Algérie en compagnie, à l'usine avec des F.L.N., je sais de quoi je parle. La question que je ne cesse de me poser est la suivante : est-ce que les peuples finiront-ils par cesser d'être prisonniers de leur Histoire ? J'imagine mal les Français allant lécher les pierres de Versailles ou de l'Arc-de-Triomphe parce que Louis XIV et Napoléon ont été, sur le plan de l'Histoire et des histoires, des personnages de la dimension de David ou de Salomon. Le temps a marché, d'autres perspectives sont offertes au monde des travailleurs et ce n'est pas en soufflant sur les cendres du passé que l'avenir pourra s'illuminer. Depuis il y a eu Edison et Marx (qui ont fait pour l'éclairage du monde moderne beaucoup plus et sur le plan matériel et sur le plan sociologique que Omar (brûlant la riche bibliothèque d'Alexandrie) ou que Salomon (épousant et c'est plutôt gentil, la fille du roi d'Egypte). Rappels curieux ?

Je viens de lire la correspondance d'Antonio Gramsci, l'un des chefs du communisme italien qui mourut en prison, après dix ans de détention sous le fascisme. En ce moment il revient à la mode. De jeunes marxistes lui consacrent des études où le redécouvrent un peu partout. Il était sarde et dans ses lettres il ne cesse de manifester un grand attachement sentimental à son île natale. Malgré tout sur la question juive il épouse exactement les positions de Karl Marx. Marié à une Russe, son internationalisme était total. Certes, il n'a pas connu à fond le racisme hitlérien (là il faut convenir que l'Italie de Mussolini n'a pas suivi fanatiquement Hitler dans la voie du terrorisme anti-juif). Mais Antonio Gramsci dans sa correspondance soutient la thèse de la fusion des races et des religions pour atteindre l'unité humaine, et là je pense à mon vieux balayeur algérien qui au plus fort de la guerre d'Algérie me disait : « nous sommes tous des hommes, nous marchons tous sur la terre ». Ce n'est pas en cultivant les différences, en opposant les peuples que l'on réalisera le vers simpliste mais grandiose du chant de Pottier « Ni dieu, ni César, ni Tribun ! ».

Nous avons tous vu à la Télévision le geste fanatiquement imbécile de ces soldats égyptiens qui, au début de la récente guerre, trépanaient hystériquement sur des drapeaux à l'étoile de David. Sans doute que dans leur majorité les Juifs sont plus subtils, mais précisément à cause de cela ils doivent montrer l'exemple dans la lutte lucide contre l'intoxication patriotique et religieuse.

En maniant l'arme du pétrole les milliardaires de l'Islam ont porté le conflit sur un plan lourd de conséquences tragiques. N'oublions jamais que c'est le chômage qui a permis à Hitler de rassembler ses bataillons de chemises brunes et d'ouvrir ses camps de concentration.

A. LEMIRE.

ANNIVERSAIRE A NE PAS OUBLIER

... Désormais chaque année le mois de mars sera pour nous à la fois le mois anniversaire de la Commune de Paris et le mois anniversaire de la mort de Karl Marx et de la mort de Staline que rien ne peut séparer. Marx - Engels - Lénine - Staline, ces géants de l'humanité progressive...

Jacques DUCLOS, (les Cahiers du Communisme d'avril 1953).

JE REVIENS D'ORIENT

Poursuivant depuis quelques années des recherches bibliographiques concernant la médecine arabe en Tunisie et son rayonnement dans les pays arabo-musulmans, je viens de visiter pendant quarante jours les bibliothèques de Bagdad, Karachi, La Mecque, Médine, Beyrouth, Le Caire et Téhéran.

Je n'ai senti une atmosphère de guerre qu'en Egypte.

A TEHERAN la population est chiïte (secte musulmane très sectaire). Elle se différencie de son gouvernement par ce fait que le *Chah* est pro-américain et le peuple anti-israélien. Mais, vu la dictature qui règne dans ce pays, les fidèles prient dans les mosquées pour la victoire des Arabes et rien ne transpire à l'extérieur.

A BAGDAD, l'atmosphère de la guerre est peu ressentie. Les personnes que j'ai contactées étaient méfiantes, seuls les chauffeurs de taxi étaient prolixes, mais leur bavardage était sujet à caution. C'étaient des agents de renseignements qui essayaient de faire parler le client. L'un d'eux qui m'a emmené de Bagdad à Koufa, à 250 km, a voulu me faire croire que l'Irak était plus prospère du temps du roi Fayçal, tué et traîné dans la rue par la foule ainsi que son ministre Nouri Essaid, tous deux valets de l'impérialisme américain. Or, rien que depuis l'année 1970, date de mon premier voyage dans cette ville, le visage de Bagdad et de sa banlieue a été complètement transformé par les réalisations nouvelles : les ponts sur le Tigre, les immeubles à plusieurs étages et les villas populaires sur des kilomètres de route. Le nombre des manuscrits de la Bibliothèque Nationale a passé de quelques centaines à plusieurs milliers et deux nouveaux musées ont ouvert leurs portes, alors qu'il n'en existait aucun avant la République. Malgré le manque d'engins de terrassement, les routes reliant les principales villes étaient bien entretenues et on constate l'existence de coopératives agricoles dans les oasis que j'ai traversées. Il semble que les revenus du pétrole ne sont pas gaspillés inutilement.

En IRAK, la population est également en grande partie chiïte, et les chefs de cette secte, les chérifs, descendants du quatrième kalife Ali, exploitent impunément les fidèles. C'est une congrégation tellement puissante que le Baâth (parti du gouvernement, socialiste de droite) semble impuissant devant elle. Il faut voir à Koufa, Karbala et Najaf où Ali, ses fils et ses compagnons sont enterrés, les fidèles embrassant les grilles des tombeaux, ainsi que les portes et les seuils des sanctuaires avant d'y entrer. Et ces chérifs (les saints, ou soi-disant tels) sont là, en nombre, la main tendue aux visiteurs, méprisant les aumônes minimes.

La femme chiïte est cloîtrée, voilée dans la rue. Elle est inculte.

La révolution sociale et culturelle n'est pas pour demain en Irak, à moins d'une nouvelle révolution politique, et qui ne soit point militaire cette fois.

∴

Bien que ce ne soit pas la période du pèlerinage, LA MECQUE et MEDINE foisonnent de monde : Iraniens, Hindous, Pakistanais et Malais se bousculent. Ces deux villes sont devenues

des foires permanentes, alors qu'aux temps anté-islamiques et jusqu'en 1940, elles n'étaient qu'annuelles.

L'aviation y est pour quelque chose bien entendu. Les habitants sont tous aubergistes ou commerçants. Les artisans y sont rares, le pays est désertique, sans aucune agriculture, et les oasis sont rares et minuscules. Tout, farine, conserves, fruits, volailles, tissus, orfèvreries et pacotille est importé d'Amérique, du Japon, d'Europe ou du Liban, et est *affranchi de droits de douane*.

Beaucoup de gens se rendent aujourd'hui en Arabie Séoudite pour y acheter des bijoux et des tissus pour leur usage personnel ou pour les revendre.

Un réseau routier de quelque 8.000 kilomètres a été construit. Une université à Médine est en construction, deux universités à Jedda, de nombreuses écoles ouvertes, mais la révolution culturelle n'y est pas pour demain.

∴

AU CAIRE, l'atmosphère est tout autre. Les gens discutent de la guerre, les casernes sont vastes et les soldats gardent les ponts et les administrations. Les rues ne sont pas éclairées le soir et les boîtes de nuit sont fermées. On ne quitte pas l'hôtel dès le crépuscule. J'ai eu l'heureuse fortune de rencontrer un comptable sur le bateau-mouche (l'autobus du Nil) qui me ramenait du vieux Caire vers l'hôtel. Nous avons bavardé, devant une tasse de thé au jardin zoologique, des questions sociales. Il en ressort que les produits essentiels (nourriture, habillement) sont bon marché et que les salaires sont très bas : 12.000 à 24.000 A.F. par mois. Les capitalistes ont construit ces dernières années, mais les loyers sont très chers : ils absorbent la moitié des salaires. Pas de sécurité sociale ni d'allocations familiales. On imagine la gêne dans laquelle se débattent les ouvriers et les fonctionnaires. La natalité est galopante, son taux s'élève à 3,5, un des plus élevés au monde. La population atteint 36 millions d'habitants, et plus de la moitié du budget est consacré à l'armement.

Une deuxième conversation avec un sous-chef de service d'administration, homme politique et historien, a porté sur la guerre. Comme je lui faisais remarquer que l'armée israélienne avait créé une poche sur la rive occidentale du Canal de Suez et qu'il n'y avait pas lieu de pavoiser, il m'a rétorqué que ce n'était que partie remise. « Le peuple égyptien, dit-il, est paysan dans son immense majorité, pauvre et pacifique. Que depuis quinze siècles il s'est plié à la loi des Perses, des Arabes venus d'Arabie (VII^e siècle) ou de Tunisie (X^e siècle) puis des Turcs et des Anglais et cela sans opposition. Que les généraux étaient des officiers d'apparat, que la nouvelle armée est nettement en progrès sur l'ancienne. La preuve en est... etc. Mais, ajoutait-il, une nouvelle ère est commencée. L'Egypte n'est plus un pays isolé du monde comme du temps de Gamal Abdel Nasser. Celui-ci avait cherché à dominer les Etats arabes et à s'immiscer dans leurs affaires intérieures. Il avait brouillé les cartes. Une émission de radio, *la Voix des Arabes*, malmenait chaque jour des chefs de ces Etats (M. Bourguiba doit en savoir quelque chose). Mais aujourd'hui, les choses ont

changé. L'unité arabe ou plutôt arabo-africaine ne manquera pas de porter ses fruits dans tous les domaines : politiques, économiques et intellectuels. Et nous y avons tout à gagner.»

Je lui fis alors remarquer : je crois que c'est votre seule victoire à présent ; et n'oubliez pas qu'Israël a plus d'un tour dans son sac et que son puissant allié est toujours là !

Non, affirme-t-il avec force, l'avenir est à nous.

Le dialogue, ou plutôt le monologue, se poursuivait ainsi, mon interlocuteur ne cessant de faire toujours preuve du même optimisme. Tant mieux !

..

Si le sommet d'Alger justifie les espoirs que les Arabes ont mis en lui, l'Égypte en sera la première bénéficiaire. Elle exportera en Afrique ses cotonnades vendues au Caire à vil prix, ainsi que la matière grise. A ce propos et à titre d'exemple, les facultés de médecine délivrent chaque année mille diplômés de doctorat.

L'émigration pour l'Égypte est une question de vie ou de mort. Elle avait envahi la Libye, mais ce n'était pas suffisant.

On peut estimer que le futur marché africain lui rapportera plus que le Sinaï, qui est un désert et une charge budgétaire.

Sur ce terrain mon interlocuteur avait raison. Mais la paix rapportera à l'Égypte des avantages plus importants : l'ouverture du Canal de Suez et l'équilibre de son budget sans les royalties séoudiennes ou koweïtiennes. Les frais d'armements supprimés lui permettront de panser ses maux, en particulier la misère dans les campagnes.

Ahmed ben MILED.

MECONTENTEMENT EN TUNISIE

D'un abonné de Tunis :

La nouvelle de la grève des autobus de la S.N.T. (Société Nationale des Transports), à Tunis, au début de mai, il a été donné par « La Presse » Grève sauvage, bien entendu, les syndicats étant des syndicats d'Etat, et condamnée par l'U.G.T.T.

Le mécontentement est grand. C'est sans doute ce qui a décidé Ben Salah à faire une déclaration, la première depuis son évason. Il est vrai qu'il y a dans le pays, comme il le dit, « une crise aiguë » que ne peut masquer la fiction de l'« unité nationale ». Mais son appel à l'« unité populaire » rencontrera peu d'écho, pour le moment du moins, sinon parmi une poignée d'intellectuels et d'étudiants. Le peuple se laisserait plus volontiers séduire par le colonel Khadafi et son « socialisme islamique ». Du reste, si le tableau que Ben Salah fait de la situation actuelle en Tunisie est exact, le rappel par le journal de celle où sa tentative de socialisme bureaucratique avait mis le pays ne l'est malheureusement pas moins.

Autre chose est l'action propre, l'action directe des ouvriers tunisiens, dont il y a eu quelques exemples ici ou là, le plus récent étant celui des ouvriers de la S.N.T. Mais, pour autant que se constitue en Tunisie une classe ouvrière, elle est à présent dans sa plus grande partie, et dans sa partie la plus jeune, sur les chantiers de France et d'Allemagne. En France, elle a ses luttes. Très dure répression. Les ouvriers se sont battus contre la police. Cette grève a été le signal de celle des étudiants, qui ont de leur côté présentent leurs revendications.

Le secrétaire général de l'U.G.T.T., Habib Achour, devenu un grand personnage de l'Etat, a eu une entrevue à ce sujet avec Roger Lapeyre et une délégation de Force Ouvrière.

Un "Watergate" français est possible

L'affaire des micros clandestins au « Canard Enchaîné » se sera probablement développée quand ces lignes paraîtront.

Ce que tout citoyen qui veut bien s'informer connaît aujourd'hui de l'affaire suffit à établir les faits. Les nouveaux bureaux du « Canard Enchaîné » — qui apporte chaque semaine à beaucoup d'entre nous sa moisson de joie vengeresse — ont bel et bien été occupés nuitamment par une équipe d'étranges « plombiers » qui étaient en train d'y installer un réseau d'écoutes clandestines. L'hypothèse du « canular » a fait long feu.

Ainsi donc, dans ce pays de prétendue démocratie, un journal et probablement d'autres journaux et d'autres citoyens en particulier sont espionnés par des services dépendant du ministère de la police. La coutume est d'appeler le responsable de ces services ministre de l'intérieur, mais ministre de la police convient mieux aux attributions qu'il se donne et dont il s'honorait jusqu'à ces derniers jours. En admettant qu'il y avait de quoi s'honorer du développement d'un climat policier dont le visiteur venant d'un autre pays était immédiatement saisi, le ministre acceptera-t-il la responsabilité de l'espionnage du « Canard Enchaîné » ? Il ne semble pas puisqu'il a nié toute participation, toute initiative en cette affaire. Mais est-il, oui ou non, ministre de la police ? Car le « Canard Enchaîné » a dénoncé, noms à l'appui, la D.S.T.

(Direction de la Surveillance du Territoire) comme auteur de la violation de domicile, de la violation du secret de la vie professionnelle et privée et des autres délits impliqués par l'occupation clandestine et « l'aménagement » des locaux du « Canard ».

M. Michel Debré lui-même, qui a des raisons très particulières d'en vouloir au « Canard Enchaîné », a déclaré : « *Quand on est honteux soi-même, on ne peut faire honte à personne* ». Si on laisse de côté l'accusation malveillante de la première partie de la phrase, la fin signifie bien qu'il y a « honte » dans ces infâmes procès de police qui violent délibérément les règles et les lois assurant, paraît-il, cette « liberté », fleuron de la société que défendent M. Michel Debré et consorts.

Les bons citoyens français croient, en général, dur comme fer, qu'ils vivent dans un pays de grande démocratie. Ils se gaussent de l'affaire du « Watergate » américain où vient de sombrer ce qui pouvait rester de la belle image du président Nixon. Ils étaient prêts à jurer qu'une telle affaire n'était pas possible en France. Sur ce point particulier mais éclatant, l'invasion nocturne des bureaux du « Canard Enchaîné » apporte la preuve qu'elle est non seulement possible, mais que, s'ils n'y mettent le hola, la dictature policière larvée est en train de s'étendre et de briser le décor démocratique.

Notes d'Economie et de Politique

L'EMPIRE C'EST LA PAIX, MAIS C'EST AUSSI L'ESCLAVAGE

Qu'on me permette de revenir sur cet événement capital qu'est, à mon sens, la conférence de Genève, capital pour les peuples qui y sont directement intéressés, mais aussi pour l'avenir de l'humanité tout entière. Le mois dernier, j'avais essayé d'indiquer quelles étaient les « causes secondes » de cet événement ; aujourd'hui, je voudrais tenter d'en rechercher les « causes premières ».

La première question qui se pose au sujet de cette conférence par laquelle Russie et Amérique tentent de trouver une solution commune pour régler le conflit israélo-palestinien et de l'imposer aux parties intéressées, est celle-ci : la Russie et l'Amérique peuvent-elles avoir sur quoi que ce soit une politique commune et peuvent-elles agir de concert afin de l'imposer au monde ?

La réponse qu'on est tenté d'abord de faire à cette question, c'est que cela est impossible, en raison de l'opposition qui existe entre les régimes politico-sociaux de chacun des deux pays : le capitalisme de l'un ne saurait s'accommoder du communisme de l'autre.

Or, il y a là, à mon sens, une erreur majeure, car le régime de l'Amérique et celui de la Russie ne sont pas opposés, ils marquent simplement deux moments différents dans l'évolution d'un même régime. Le vieillard et l'homme dans la force de l'âge appartiennent tous deux à l'espèce humaine, ils sont simplement à des moments différents de l'évolution. Eh bien ! de même le régime russe qu'on appelle improprement « communiste » est en fait un régime capitaliste tout comme le régime américain puisqu'il est basé, ainsi que ce dernier, sur l'exploitation du travailleur par le propriétaire des moyens de production, mais étant donné qu'en Russie ces moyens de production appartiennent à l'Etat, la Russie en est à la phase du capitalisme d'Etat alors que les Etats-Unis n'en sont encore qu'à celle du capitalisme privé. Le fait qu'en Prusse les chemins de fer appartiennent à l'Etat, disait déjà Engels au milieu du siècle dernier, alors qu'en France ils appartiennent à des compagnies privées, ne fait pas que la Prusse est plus socialiste que la France !

C'est pourquoi il n'y a pas incompatibilité entre le régime russe et le régime américain. Ceci se trouve d'ailleurs confirmé par le fait qu'il existe dès maintenant entre les deux régimes toute une série de régimes intermédiaires. Dans tous les pays d'Europe, en effet, le capitalisme d'Etat assure actuellement une partie constamment grandissante de la production. Non seulement les services publics y sont nationalisés, mais aussi presque toute l'industrie lourde. Et cela, non pas seulement dans les pays qui se sont industrialisés plus ou moins récemment, mais aussi, et dans une proportion très importante, dans le plus vieux pays industriel, le père du capitalisme privé et le

champion de la liberté économique : l'Angleterre. Entre le régime américain et le régime russe, il n'y a donc pas une différence de nature, mais simplement une différence de degré ; l'un et l'autre ne sont en somme que les deux extrémités d'une même chaîne.

Mais allons plus loin ! Cette fusion entre les deux Etats n'est-elle pas, non seulement possible, mais nécessaire ?

Lorsque j'étais enfant, c'est-à-dire dans les dernières années du siècle dernier, le souvenir de la guerre de 70 était encore très vivant, si bien qu'on parlait encore un peu partout de la guerre, et c'était toujours pour conclure qu'il n'y aurait plus jamais de guerres car, disait-on, les armes étaient désormais trop perfectionnées, trop meurtrières pour qu'on se risque à les employer. Or, ces armes « perfectionnées » c'était tout juste le fusil Lebel et le canon de 75 ! On sait ce qu'il est advenu de cette prédiction : deux énormes guerres à même pas vingt ans de distance, deux guerres où les morts se sont comptés par millions !

Et cependant, je me risque à penser que ce n'était là qu'une anticipation, que ce qui n'était alors qu'illusion est aujourd'hui réalité. La capacité de destruction des armes atomiques me paraît, en effet, être telle aujourd'hui qu'il est impossible pour quelque pays que ce soit de risquer une guerre dans laquelle des armes atomiques d'une quantité et d'une qualité à peu près égales pourraient être employées par chacun des deux adversaires. Cela équivaudrait à une volonté de suicide.

C'est pourquoi Amérique et Russie ne sont point entrées en guerre à propos du Proche-Orient. Et c'est pourquoi elles siègent aujourd'hui à Genève côte à côte. Et c'est pourquoi, que Juifs et Arabes s'entendent ou non, Washington et Moscou continueront peut-être à se défier, comme les héros d'Homère, mais s'en tiendront là.

Tel est donc, il me semble, le grand bienfait des armes atomiques. Aussi n'ai-je jamais compris les manifestations pacifistes contre « la bombe », à moins bien entendu qu'il ne s'agisse de manifestations contre des armements atomiques dérisoires, comme ceux de la France qui, en raison de leur insuffisance, ne peuvent qu'attirer les bombes des véritables puissances atomiques au lieu d'en préserver.

« L'empire, c'est la paix » disaient, si je ne me trompe, les agents électoraux de Louis Bonaparte. Je pense qu'en ce qui concerne l'empire knouto-américain cela peut être vrai.

Mais la paix n'est pas tout ! « Mieux vaut la servitude que la guerre », disait, en 36, un camarade postier, pacifiste intégral. Il soulevait là une question essentielle qui se pose aujourd'hui ainsi : l'empire knouto-américain sera sans doute la paix, mais ne sera-t-il pas également l'esclavage ?

Pour moi, j'avoue que sur cette question de la guerre et de la paix, je reste très proudhonien.

L'empire c'est la paix, disait-on aussi au temps de l'empire romain. Et de fait ce fut longtemps la paix à l'intérieur des frontières de l'empire, c'est-à-dire dans ce vaste territoire méditerranéen qui avait été jadis le lieu d'élection des Cités, ces petits Etats qui furent en effet toujours en guerre les uns contre les autres, mais en même temps les foyers de cette extraordinaire civilisation dont la nôtre n'est qu'une resucée. Or, finie l'indépendance des Cités, finie la civilisation : l'empire romain ne fut qu'une longue décadence. Une décadence qui durera des siècles. Et qui n'apportera la paix qu'à l'intérieur des frontières de l'empire, car derrière les « Barbares » veillaient. Des Barbares qui tantôt s'embauchent au service de tel ou tel empereur et qui tantôt pénètrent en force dans l'empire malgré toutes « les lignes Maginot » que Rome dut édifier constamment autour de son empire. Finalement, ces Barbares mettront à genoux l'empire, non seulement militairement, mais ce qui est plus important encore, idéologiquement, car les Goths seront chrétiens deux siècles avant que Rome n'accepte, sans doute sous leur pression, de mettre fin aux persécutions contre les sectateurs de Jésus.

Or, si jamais l'histoire ne se répète dans le détail, ses grandes lignes se retrouvent presque partout semblables. Il faut toujours l'apport d'un sang nouveau pour revigorer ce qui reste des très vieilles civilisations et créer par un nouveau mélange de races, une civilisation nouvelle. De même que les régimes impériaux marquent la fin des civilisations, de même les « invasions » en annoncent de nouvelles.

Quels seront les nouveaux Barbares, ces Barbares qui mettront fin du même coup à l'empire knouto-américain et à la civilisation bourgeoise ? Il serait vain de vouloir le prédire, mais le réservoir de l'humanité en peuples « non-développés », comme on appelle aujourd'hui les Barbares, est assez important pour qu'on puisse espérer qu'il fournira un jour de quoi engendrer une nouvelle civilisation, une civilisation que l'on pourra appeler sans mentir « socialiste ».

LE DROIT AU TRAVAIL

L'autre jour, dans l'espoir, bien vain d'ailleurs, d'obtenir quelques renseignements sur l'état des pourparlers de Genève, j'avais, par extraordinaire, mis en marche la radio à l'heure des informations.

En fait d'informations, je tombai sur une interview de Messmer par des journalistes. Or, tout d'un coup, alors qu'il n'en avait pas été question jusque là, ce Monsieur se mit *ex abrupto* à parler de Lip, et tout simplement pour dire, que dis-je, pour hurler « Lip c'est fini, je le répète, Lip c'est fini ! » Et chaque fois en hurlant de plus en plus fort. C'était vraiment le ton et le langage d'un « chien de quartier », l'adjudant-type qui est incapable de fournir une explication, mais qui compte sur la puissance de ses poumons pour éviter toute discussion.

Alors je me suis demandé pourquoi ce déchaînement. Besançon n'a cependant été le théâtre d'aucun incident grave, même pas d'une bagarre tant soit peu sérieuse avec les flics. Et cela m'a conduit à une constatation à laquelle je n'avais jamais pensé. Qu'est-ce que réclament les ouvriers de chez Lip ?

Ce qu'ils réclament n'est autre chose que « le droit au travail », c'est-à-dire ce droit qui a été le premier à être réclamé par les travailleurs, même avant le droit de grève. C'est « le droit au travail » en effet que réclamaient les ouvriers de Lyon lorsque en 1831 ils se battaient au cri de « Vivre en travaillant, ou mourir en combattant ». Et c'est également le droit au travail que réclamaient, moins de vingt ans plus tard, les ouvriers parisiens lorsqu'ils exigèrent au lendemain de la révolution de Février, la création d'« ateliers nationaux » pour les chômeurs, et que, lorsqu'on voulut supprimer ceux-là, ils se soulevèrent unanimement au cours de ces grandioses journées de Juin 48 au cours desquelles 10.000 d'entre eux périrent.

Ainsi, dès l'aube du mouvement ouvrier moderne, on voit, en France du moins, la revendication du droit au travail se manifester à côté de celle du droit de grève.

Mais alors que le droit de grève devait être obtenu assez rapidement, en 1864 en France, en 1871 en Angleterre, le droit au travail n'a jamais encore été reconnu dans aucun pays. Et aujourd'hui sa seule évocation fait piquer à notre premier ministre un accès de démençe ! Accès qui vient d'entraîner, comme je l'apprends à l'instant, la démission du « médiateur » qui avait été nommé par le gouvernement Messmer lui-même.

A quoi est due cette fureur démentielle des bourgeois à l'égard du droit au travail, et d'autre part cette longue indifférence des travailleurs à son égard, je n'en sais rien, mais ce que l'on peut dire en tout cas c'est qu'en reprenant cette revendication et en la défendant avec une ardeur et une constance remarquables, les travailleurs de chez Lip se sont montrés les dignes continuateurs, bien que par des moyens différents, des héros de 1831 et de 1848.

R. LOUZON.

CONNAIT-ON LA SOLIDARITE OUVRIERE DANS LES PAYS « SOCIALISTES » ?

L'U.R.S.S. avait, on s'en souvient, allègrement contribué à briser la grève des mineurs des Asturies voici quelques années. Afin sans doute de suivre l'exemple du grand aîné « socialiste », un pays de l'Est vient, tout récemment, de renouveler cet exploit. C'est de la grève des cimenteries qu'il s'agit, en partie brisée par l'arrivée de ciment polonais.

Si les syndicats européens savent rendre effective la solidarité internationale (des camions partis chercher du ciment en Belgique et en Allemagne sont revenus vides), il semble que ceux des « pays socialistes » l'ignorent totalement. Savent-ils que cela existe, la solidarité internationale ? Savent-ils seulement ce que veulent dire ces deux mots ?

Grâce à ce ciment polonais, de grandes entreprises françaises du bâtiment ont pu tourner à plein rendement tout au long de la grève. Et cette situation aurait pu se prolonger au détriment des grévistes, puisque le ciment polonais, malgré les frais de transport, s'est révélé d'un prix très abordable, à peine plus élevé que celui du ciment français.

Notre C.G.T. n'était-elle pas au courant ? En tout cas elle n'a guère protesté. Il est vrai qu'entre camarades...

COMMENT EST GOUVERNÉE LA LETTONIE ?

Nous publions ici des extraits d'une étude signée de Bruno Kalnins et parue dans le « Bulletin du Centre International des Syndicalistes libres en exil ».

Sur la base d'une documentation comprenant notamment plusieurs ouvrages « soviétiques », cette étude nous donne une idée très concrète des méthodes employées par l'U.R.S.S. dans les pays qu'elle a annexés en 1945. On fait trop le silence sur ces annexions et sur les procédés d'intégration de cette forme d'impérialisme avec laquelle l'U.R.S.S. (plus exactement la Russie) domine autoritairement des pays hier indépendants.

AVANT-PROPOS

Comment arrive-t-on à faire exécuter la volonté du secrétariat du Parti communiste dans le moindre village ?

Comment arrive-t-on à changer le citoyen en sujet, tout en conservant la fiction d'exprimer et de réaliser sa volonté ?

Comment arrive-t-on à imposer la volonté du Politbureau du P.C. soviétique et, par son intermédiaire, la volonté de la direction du Parti russe à toutes les Républiques incorporées dans l'U.R.S.S.

Comment les constitutions « les plus démocratiques du monde » engendrent-elles une tyrannie sans contrôle ni recours ?

L'analyse des institutions par lesquelles le pouvoir s'exerce et de la manière dont il s'exerce en Lettonie soviétique l'explique non seulement pour ce pays, mais aussi pour toutes les Républiques composant l'Union soviétique.

La dictature soviétique en Lettonie fonctionne grâce à l'aide d'un appareil de domination bureaucratique du Parti communiste de Lettonie.

Cet appareil relie le centre existant à Riga avec toutes les localités du pays ; il pénètre la vie soviétique jusque dans les derniers recoins et il soumet la société à la volonté de la direction du parti. Cet appareil du parti est le facteur de puissance décisif et primordial de la République. Les organes de l'Etat, les soviets de différents degrés et les organisations de masse sont dirigés et contrôlés par l'appareil du parti. Une étude de la théorie et de la pratique de l'appareil du parti et des organes de l'Etat qui lui sont subordonnés révèle comment la Lettonie est gouvernée aujourd'hui...

L'APPAREIL DU PARTI

Le rôle dirigeant du parti communiste cherche à être justifié par le § 97 de la Constitution de la République soviétique populaire lettonne. Ce texte dit que le parti « est le noyau dirigeant de toutes les organisations sociales et de l'Etat ». Les statuts du parti fixent (§ 42) comme tâche fondamentale du parti celle de « diriger les soviets, les syndicats, les jeunesses communistes, les coopératives et les autres organisations ».

Cette conception est toujours exprimée dans les ouvrages soviétiques. L. Birzina écrit, par exemple, dans un manuel universitaire que les organisations du parti déterminent « la direction fondamentale de l'activité soviétique. Les soviets adoptent toutes les décisions importantes en accord avec les organisations du parti. Les plans de l'activité des soviets sont également élaborés sur la base des décisions directrices des organisations du parti ». Les soviets acceptent les décisions du congrès du parti et du Comité central du parti « comme étant leur programme d'activité ».

Le pouvoir politique se trouve dans les mains du parti. Celui-ci gouverne en Lettonie avec l'aide des organes de l'Etat qui fonctionnent comme les instruments de domination du parti communiste.

Comment l'Etat et la société en pratique sont-ils dirigés par le parti communiste ?

La structure d'organisation du parti correspond exactement à la façon dont est édifié l'appareil de l'Etat. Ces deux pyramides ont le même nombre d'échelons. Chaque organe de l'Etat est subordonné à un comité du parti. Ce comité dirige l'activité de « son » organe de l'Etat.

Le comité du parti utilise à cette fin son secrétariat, ainsi que les départements qui lui sont subordonnés et qui comptent un grand nombre de fonctionnaires du parti. Le parallélisme des organes du parti et de l'Etat fonctionne d'une manière très efficace : les départements de l'appareil du parti donnent aux organes de l'Etat des directives politiques au sujet de ce qui doit être accompli ; plus tard, ils surveillent si ces directives ont été réellement appliquées.

L'organe suprême du parti communiste letton est le bureau du Comité central. En 1973, il se composait de onze membres sélectionnés par le Comité central. A ceci s'ajoutaient deux candidats qui prenaient part aux séances et pouvaient intervenir mais n'avaient pas de droit de vote. Ces 13 communistes sont les véritables maîtres de la Lettonie actuelle ; en effet, le bureau du Comité central a, à l'intérieur du territoire de la République, des fonctions analogues à celles que le tout-puissant bureau politique de Moscou exerce pour toute l'U.R.S.S.

Le plus important des membres du bureau est le premier secrétaire du C.C. : A. Voss. Il est soumis au contrôle permanent du second secrétaire : Belucha, qui représente dans l'appareil du parti letton le Comité central de Moscou. Belucha ne possède pas la langue lettonne. Etant donné que les membres russes et non lettons ne parlent pas la langue lettonne, les séances du Bureau du C.C. du P.C. de Lettonie se déroulent en russe.

Il est caractéristique des circonstances présentes que l'organe le plus important du P.C. letton, dans sa majorité prépondérante, 9 sur 12, soit composé de fonctionnaires originaires non point de Lettonie mais de Russie...

Au sein du secrétariat du C.C., qui est pratiquement l'organe du pouvoir décisif, les Lettons d'origine ne sont pas représentés. Trois d'entre eux sont des Lettons venus de Russie et les deux autres sont un Ukrainien russifié ainsi qu'un Estonien également russifié...

... L'appareil du parti nomme les candidats pour toutes les élections de soviets. Par exemple, les candidats désignés pour le Soviet suprême de Lettonie, sont sélectionnés par l'appareil du Comité central. Parmi eux doivent se trouver les membres les plus éminents du Comité Central, des ministres, tous les premiers secrétaires des districts et des villes, ainsi que certains généraux, des dirigeants d'entreprises, de sovkhozes et kolkhozes, des représentants de l'intelligentsia et également les meil-

leurs ouvriers. Ils sont répartis par l'appareil du Comité central entre les différentes circonscriptions, le reste est assuré par l'appareil du parti des districts et des villes. Ainsi se trouve ordonnée la nomination formelle qui est établie dans les assemblées de quelques usines ou kolkhozes. Dans les conditions politiques de la dictature, personne n'ose proposer un contre-candidat ; les personnes choisies par le parti sont acceptées à l'unanimité. Alors succèdent quelques semaines d'agitation électorale intense. Au cours de celle-ci, les brigades des agitateurs rendent visite à toutes les habitations et exhortent les électeurs à se rendre aux urnes le jour des élections. Dans ces conditions, au cours des élections soviétiques en Lettonie, tous les candidats du Parti communiste letton sont élus toujours par 99 % des votants. Grâce à ce système de manipulation, l'appareil du parti obtient dans tous les soviets une composition qui lui est dévouée et docile. De cette façon, les décisions du parti sont légalisées et transformées en actes de l'Etat.

Le Parti communiste lui-même, dans la dictature soviétique, n'est qu'un instrument auxiliaire de la direction du parti et de son appareil. Le principe dirigeant du parti, conformément aux statuts, est la discipline sévère et l'obligation inconditionnelle d'accepter les résolutions des organes supérieurs pour les organes inférieurs (§ 19). Dans la pratique cela signifie que les résolutions du bureau du Comité central sont toujours contraignantes pour le parti tout entier. Elles sont appliquées par le secrétariat du Comité central, par ceux qui lui sont subordonnés, c'est-à-dire les fonctionnaires du parti, bien payés et le plus souvent permanents, formant l'appareil du Comité central, des comités des districts et des villes. Or, ces « apparatchiki » ne sont pas élus, mais nommés par le comité du parti. Le nombre de ces dirigeants effectifs du Parti communiste letton, devait s'élever à environ de 3 à 4 % des membres ; il aurait ainsi en chiffres ronds englobé 4.000 bureaucrates du parti. Ils constituent la couche des dirigeants réels dans la Lettonie soviétique actuelle ; avec cela, naturellement leur sommet suprême, c'est-à-dire les 13 membres et candidats du bureau du Comité central disposent du pouvoir le plus élevé.

Il est vrai que le Comité central, les comités de districts et de villes sont nominalement élus lors du congrès du parti ou des conférences du parti ; toutefois, les comités depuis bien des années sont en fait formés suivant un schéma fixe : parmi ses membres il y a les fonctionnaires dirigeants du parti et de l'Etat, ainsi que les représentants dirigeants de l'armée, de la police, de la vie culturelle et des syndicats. Les fonctionnaires des sommets suprêmes sont élus par les comités au sein de leurs bureaux. Ces élections ne sont pas des élections réelles ; en effet, la plupart des membres des comités et en particulier des bureaux reçoivent leur place *ex officio* comme des fonctionnaires dirigeants du parti ou de l'Etat. Dans ces conditions, les élections, au sein du Parti communiste letton, n'exercent par un rôle décisif. Elles sont préparées et dirigées par les secrétaires et l'appareil du parti, agissant dans l'esprit de sa direction.

LE ROLE DECISIF

DE LA DIRECTION DU PARTI DE MOSCOU

Le Parti communiste letton n'est pas un parti indépendant. Il n'a pas de programme propre, il n'a pas non plus des statuts lui appartenant en propre. Le Parti communiste letton est une partie composante de l'organisation du Parti communiste de l'Union soviétique.

Le Parti communiste letton, n'est donc pas du tout un parti national ; il est une petite pièce du parti de l'Union soviétique, soumis à une discipline centrale et une direction centrale, comme l'est chaque organisation subalterne du parti. Par la loi fondamentale du P.C. de l'Union soviétique, définissant que « sont inconditionnellement obligatoires les résolutions des organes supérieures pour les organes inférieurs » (§ 15). Le Parti communiste letton se trouve ainsi complètement livré à la direction du bureau politique et de son secrétariat à Moscou. En pratique, cela signifie que la direction du parti à Riga doit toujours appliquer toutes les décisions et indications du bureau politique.

En outre, les statuts du parti (§ 21), déterminent expressément que les organisations du parti ne peuvent être autonomes pour ce qui est de la décision des problèmes locaux, « que lorsque ces décisions ne sont pas en contradiction avec la politique du parti ». Mais cette politique est fixée à Moscou, d'une façon centralisée, par le bureau politique, le Comité central et le congrès du Parti de l'Union soviétique. Le Parti communiste letton est très faiblement représenté dans ces organes suprêmes du pouvoir. Dans le bureau politique (16 membres) siège un Letton (A. Pelse) ; dans le Comité central du P.C. de l'Union soviétique (241 membres) siège un Letton (A. Voss). En plus, ils sont tous les deux des Lettons originaires de Russie. Mais le bureau politique est formé en prédominance par des Russes et les secrétaires du Comité central à Moscou sont même tous des Russes. D'après les statuts du parti (§ 41) les organisations de rang républicain (dont également le Parti communiste letton) doivent « dans le domaine de la République organiser l'ensemble du travail pour appliquer la politique du parti et réaliser les directives du Comité central du P.C. de l'Union soviétique ». Ainsi, le Parti communiste letton doit réaliser en Lettonie la politique et les directives russes, décidées par les dirigeants russes.

... La composition par nationalités du Parti communiste letton, n'a plus été publiée au cours des dernières années. Conformément aux données relatives à l'année 1967, il se trouve qu'il y avait alors pour toute l'Union soviétique 49.559 communistes lettons. La majorité d'entre eux vivaient en Lettonie. On peut d'après cela supposer qu'environ 40.000 Lettons sont organisés au sein du Parti communiste letton. Mais le nombre total des membres était en 1967 de 110.865. Par conséquent, les communistes lettons, au sein du Parti communiste letton, ne seraient qu'une minorité ; seuls environ 37 % des membres étaient Lettons. Après 1967, la situation a peu changé, car le transfert des communistes russes en Lettonie a continué. Le Parti communiste de Lettonie n'est pas un parti letton, mais il est en prédominance un parti russe. Cette situation facilite encore plus sa surveillance par les Russes.

... Quels sont les organes du pouvoir d'Etat en Lettonie ? Quelles tâches doivent-ils accomplir sous la direction sévère du parti ?

Conformément à la constitution de ce pays, il se trouve que l'organe le plus élevé du pouvoir d'Etat est le **Soviet Suprême**, qui devrait fonctionner comme « l'unique organe législatif ». Il a été élu pour 4 ans, pour la huitième fois en 1971. Le soviets comprend 310 députés. Ses sessions sont préparées par un Conseil des Anciens et par 13 commissions permanentes.

... Les sessions ordinaires du Soviet ont lieu deux fois par an ; d'habitude elles ne durent que **deux jours**. Bien que le nombre des députés soit **trois fois plus élevé** qu'à l'époque de l'indépendance, l'activité législative du Soviet est très réduite ; seules quelques rares lois sont adoptées. En revan-

che, dans le « Saeima » de la Lettonie indépendante étaient adoptées, en moyenne, 110 lois par an.

Habituellement le budget et le plan économique national sont adoptés. Tous les deux, ne se heurtent pas à la moindre critique et sont admis à l'unanimité. D'ailleurs, la politique du gouvernement, jusqu'à présent, n'a jamais été critiquée. Les discours sont reproduits dans un compte-rendu sténographique.

En fait, le Soviet Suprême n'est qu'un pseudo-parlement, ne disposant que de peu d'influence. Aux fins de la propagande, il fonctionne comme une façade pseudo-démocratique, destinée à l'étranger.

Le Soviet Suprême élit le présidium du Soviet Suprême. Celui-ci n'a rien à voir avec la direction des sessions du Soviet. C'est un chef collectif et formel de l'Etat qui exerce aussi des fonctions législatives et exécutives. La plus importante des fonctions législatives est la promulgation d'arrêtés (décrets) qui, en fait, ont la même valeur que les lois. Les arrêtés sont ratifiés par le Soviet Suprême au cours d'une séance plénière, bien que cela n'ait que la valeur d'un acte de pure forme. Jusqu'à présent, jamais un arrêté n'a été critiqué; le Soviet Suprême les a toujours ratifiés à l'unanimité. En pratique, en Lettonie soviétique, la plupart des lois sortent du présidium sous forme d'arrêtés.

... Tous les soviets locaux sont subordonnés à des soviets plus élevés. En pratique cela donne: 1° les soviets de village et de hameau, ainsi que les soviets urbains de 49 petites villes sont subordonnées aux soviets de districts; les 6 soviets de districts urbains dans Riga sont subordonnés au soviet urbain de cette ville; 2° tous les soviets de district et les soviets urbains des 7 villes les plus grandes sont subordonnées au conseil des ministres de Lettonie. En outre, les soviets de rang plus élevé et leurs comités d'exécutifs ont le droit d'annuler les décisions et ordonnances des soviets qui leurs sont subordonnés.

Ainsi donc, les soviets locaux ne sont nullement des organes d'administration communale autonome, mais bien des départements locaux des organes d'Etats centraux, installés à Riga.

MYTHES CONSTITUTIONNELS ET REALITES LETTONNES

La constitution de la République de Lettonie déclare que la Lettonie soviétique « exerce d'une façon autonome » le pouvoir de l'Etat, et « qu'elle conserve dans sa pleine étendue ses droits souverains » (§ 13).

Pourtant, les droits de ladite République en matière de droit d'Etat sont très limités. La constitution de l'Union soviétique déclare (§ 15) que la souveraineté de chaque République faisant partie de l'Union (donc également celle de la Lettonie) est limitée par les définitions de § 14 de la constitution de l'Union soviétique.

La constitution de la Lettonie soviétique reproduit également cette définition très importante (§ 13). Dans ce texte sont énumérés 24 domaines dans lesquels l'Union soviétique est exclusivement compétente. Cette liste s'étend à trois domaines essentiels: 1° la politique étrangère; 2° les problèmes de politique intérieure; 3° les affaires économiques. Les limitations énumérées dans le premier groupe sont les mêmes qui existent habituellement dans les Etats fédéraux. En revanche, les stipulations du deuxième groupe dépassent largement les compétences qu'a l'Union dans les Etats fédératifs. L'administration centrale est compétente pour la sûreté politique (K.G.B.), elle définit les « bases fonda-

mentales » pour la législation concernant les domaines des droits civil, familial, pénal et celui de procédure, ainsi que « les principes fondamentaux » en ce qui concerne l'éducation et la santé.

La troisième section comporte les compétences les plus étendues des autorités centrales: la compétence pour l'établissement du plan national économique pour toute l'Union soviétique et les Républiques, l'administration des banques et des entreprises industrielles et agricoles dans les Républiques, pour autant qu'ils relèvent de « l'importance à l'échelle de l'Union ». En se basant sur cette disposition, les plus grands établissements de Lettonie (par exemple la VEF, l'usine de wagons de Riga, la REZ, l'usine des Diesel de Riga, etc.) sont exclus de la compétence du gouvernement soviétique letton; ils sont directement subordonnés aux ministères de l'Union soviétique à Moscou. Mais le plus significatif, sans doute, est le droit des organes centraux de l'Etat « de confirmer le budget unitaire de l'Union soviétique » et d'établir dans les budgets des Républiques de l'Union et des soviets locaux les contributions et les recettes à encaisser. Par là, les organes centraux de Moscou sont compétents pour contrôler complètement les revenus et les dépenses de la Lettonie.

En fin de compte, il n'existe aucune instance juridique à laquelle la Lettonie soviétique pourrait faire appel pour réexaminer la légalité d'actes législatifs et administratifs de l'Union soviétique qui viendrait porter atteinte aux droits constitutionnels lettons...

Il faut considérer aussi que les plus hautes autorités du parti et de l'Etat letton relèvent de la nomenclature du Comité central du P.C. de l'U.R.S.S. à Moscou, où elles sont en effet nommées et plus tard légalisées par une élection des instances correspondantes en Lettonie. Dans cette catégorie se trouvent, par exemple, les secrétaires du Comité central du Parti communiste letton, les membres du présidium du Soviet Suprême et du conseil des ministres de Lettonie.

Au sujet de la position fédérale irréaliste de la République soviétique lettonne, il faut encore signaler le petit nombre d'habitants de ce pays comparé à celui de Russie qui en dénombre 62,8 %.

En plus, le P.C. de l'Union soviétique, comme cela a déjà été exposé plus haut, aussi bien en théorie et en matière de constitution que dans la pratique est la source réelle de toute la législation et administration, ainsi que l'instance de contrôle dissimulée derrière des organes formels, décrits par la constitution. Mais le parti communiste est centraliste et a toujours rejeté le principe fédéraliste. Le Parti communiste letton n'est pas, comme cela a déjà été mentionné plus haut, un parti national; c'est au contraire une organisation du Parti communiste unique de l'Union soviétique. Quelles que soient les dispositions constitutionnelles en vigueur, les décisions définitives au sujet de tous les problèmes de la politique de la Lettonie relèvent du parti, c'est-à-dire du bureau politique et des organes centraux du parti à Moscou, dirigés par des communistes russes et poursuivant une politique russe.

Dans ces conditions, il n'y a aucune raison de considérer l'Union soviétique, malgré sa structure pseudo-fédéraliste, comme un véritable Etat fédéral. Il ne peut nullement être question des droits souverains de la Lettonie. En réalité, la Lettonie est à présent une province soviétique russe, administrée d'un centre, à savoir non pas de Riga mais de Moscou. Les dispositions adoptées par la constitution sont des mythes constitutionnels qui ne correspondent pas à la situation réelle de la Lettonie soviétique.

LA CONDAMNATION D'ISRAËL

(SUITE ET FIN)

Si le nationalisme panarabiste s'inspirait hier de l'Allemagne hitlérienne qu'il considérerait comme son alliée, en proclamant son anti-sionisme et son anti-communisme, il demeure jusqu'à aujourd'hui fidèle à ces deux principes fondamentaux.

Son anti-sionisme demeure sa revendication principale. Seul, le vocabulaire ouvertement raciste a disparu de sa propagande, avec le vocabulaire anti-communiste qui fut son corollaire.

Le fait qu'il entretienne aujourd'hui des rapports avec les pays communistes et qu'il se réclame de leur amitié, n'est qu'une nécessité, qui lui est dictée par le développement de la puissance du communisme et par le nouvel équilibre entre les deux systèmes mondiaux depuis la disparition de l'illusoire troisième force du fascisme, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Le national-socialisme du panarabisme islamique n'est qu'une survivance anachronique du national-socialisme classique des pays industrialisés. Il n'est qu'un monstre, dont l'agonie est entretenue par l'élixir du dollar et les armes soviétiques en concurrence dans tous les pays dits du « tiers-monde ».

La libération nationale du peuple palestinien comme celle des peuples enchaînés avec lui dans la Ligue du national-socialisme panarabe, ne se réalisera qu'avec la disparition de cette conception surannée du nationalisme condamnée par l'histoire.

A.R. ABDEL-KADER.

LA REVELATION CONTRE L'EVIDENCE

Mais cette évocation de la société palestinienne avant la proclamation de l'Etat d'Israël, la coexistence d'un peuple juif placé à la pointe de l'évolution technique et sociale et d'un peuple arabe se libérant très lentement du féodalisme, du nomadisme, d'une économie archaïque, semble se perdre dans les brouillards d'un passé révolu.

La rupture de 1948 est facilement expliquée par les gauchistes aux espoirs funambulesques, les communistes que la puissance soviétique soulage encore, les antisémites nostalgiques des simplifications hitlériennes.

Sionisme, impérialisme, Etats-Unis, Israël... tout cela s'enferme dans un système clos où la moindre secousse déclenche les réactions en chaîne d'une machine infernale. On en trouve un exemple saisissant : c'est le raisonnement formulé dans la dernière « R.P. » par un jeune camarade au reste fort sympathique. Les Etats-Unis, le seul gros client pour le pétrole dont les Etats arabes sont le seul gros vendeur, créent Israël, gendarme devant le pétrole ». N'allez pas objecter que le pétrole arabe ne fournit aux Etats-Unis que 7 % de leur consommation — et que dans cinq ans les Américains pourront mépriser le pétrole arabe, alors que leur consommation d'énergie aura fortement augmenté — que c'est au contraire pour ménager les intérêts pétroliers que la Grande-Bretagne brutalement et les Etats-Unis discrètement ont contrarié ou retardé la création d'Israël. Vous n'allez pas déranger par vos observations d'un réalisme incolore, la logique magistrale qui illumine la paille des mots. On vous dit encore que par la déclaration Balfour

de 1917, « 300.000 Juifs occupaient la Palestine », alors que le recensement officiel en comptait 83.000 en 1922. Pourquoi opposer l'évidence à la révélation ? On ajoute que ce nombre de 300.000 fut dépassé avant 1939. C'est presque vrai. Mais, on se passera d'explication. « De nombreux Juifs quittèrent l'Allemagne de 1934 à 1939 »... Pourquoi ? A quoi bon s'interroger ? Peut-être par une sorte de « bougeoisie » malade ? Alors qu'en Allemagne ils pouvaient jouir d'une sécurité reposante et définitive. Peut-être par sado-masochisme ou par soumission aux ordres de l'Impérialisme ? Et tout aussi logiquement ces Juifs abandonnant le Paradis hitlérien ont transformé la Palestine en Enfer pour les Arabes... « chassés ou massacrés ».

— Notre jeune camarade résume ici des accusations généralement adoptées et que l'on n'ose contester. Toute une littérature a été consacrée au massacre de Deir-Yassine perpétré le 10 avril 1948. M. Claude Bourdet (*Le Monde* du 23-11-73) étale avec complaisance des descriptions de cette effroyable journée. Nous ne pratiquons pas, comme nos contradicteurs, la sélection tendancieuse des atrocités. Cette extermination d'une population arabe par des membres de l'Irgoun et du groupe Stern dépasse les limites du possible et reste littéralement impensable. Mais il ne faudrait pas comme l'Ubu libyen rejeter dédaigneusement comme affabulation de la propagande les descriptions des massacres de Juifs... et évoquer dans la même conférence de presse, Derr-Yassine comme un témoignage décisif de la malfaisance sioniste. Les hommes de l'Irgoun et du groupe Stern se sont formés dans « l'inhumanité » des liquidations de masses juives en Allemagne et en Pologne. Les héros juifs qui se sont sacrifiés dans la révolte du ghetto de Varsovie — qu'ils savaient parfaitement désespérée — auraient pu, s'ils avaient survécu, accomplir dans une sorte d'automatisme impitoyable, des massacres en série. M. Claude Bourdet oppose la sauvagerie juive à la générosité arabe. Et surtout il interprète Derr-Yassine comme l'expression d'un terrorisme systématiquement organisé.

C'est vraiment un verdict facilement rendu. Il est vrai que le massacre a précédé l'agression des troupes arabes en Palestine (14 mai) antérieure à la proclamation de l'Etat d'Israël (15 mai). M. Bourdet oserait-il affirmer que cette guerre déclenchée par les Etats arabes n'était pas annoncée par de multiples actions guerrières et par les anathèmes proférés du Caire et de Bagdad par les chefs musulmans ? *Et est-il équitable de négliger la condamnation formelle et violente du massacre de Derr-Yassine par le gouvernement juif déjà constitué sous la présidence de Ben Gourion, et la dissolution de l'Irgoun et du groupe Stern qui suivit la proclamation du 15 mai ?*

On pourrait au contraire — et ce ne serait qu'aussi discutable — accuser les dirigeants arabes d'avoir utilisé le massacre comme un moyen d'affoler les populations arabes et en provoquer l'exode massif.

Les extrémistes sionistes ont certainement voulu libérer la terre palestinienne de la présence arabe. Des agitateurs arabes — et des leaders qualifiés — ont certainement appelé les populations arabes à pratiquer la politique de

la « terre brûlée », à laisser le champ libre aux armées libératrices d'invasion. La motivation d'un exode échappe aux éclairages de la conscience. Nous avons connu en 1940, chez nous, un phénomène semblable. Ce qui devrait au contraire appeler un jugement objectif, c'est la situation des exilés après l'exode. Rien ne permet d'affirmer qu'une paix définitivement conclue en 1949 — au lieu d'un armistice provisoire — n'aurait pas abouti au retour massif des Arabes en Palestine. Jusqu'à la « loi du Retour » votée en 1950 conférant de plein droit la citoyenneté israélienne à tous les Juifs immigrés, la place restait vacante. La population d'Israël : 879.000 habitants en 1948 en compte aujourd'hui plus de 3 millions. L'Etat d'Israël a pu non sans de grandes difficultés, intégrer une masse d'immigrants, numériquement quatre fois plus forte que la population déjà établie. On a parlé de miracle israélien. Le terme est toujours abusif, lorsqu'il s'agit d'une entreprise humaine. Mais un « melting-pot » brassant des originaires d'Orient et d'Occident, d'Europe centrale et balkanique, d'URSS, d'Afrique, d'Asie, d'Amérique, des croyants portant encore sous la calotte des boucles lissées au jus de pruneau, des libres penseurs formés dans le climat des partis, clubs et syndicats occidentaux... paraissait inconcevable. Cependant il fut réalisé à un rythme plus rapide que celui — déjà exceptionnel — des Etats-Unis. Les particularités, les juxtapositions d'éléments irréductibles ont provoqué des conflits qui se prolongent. La nation s'est formée cependant, grâce à une organisation remarquable, normalisant les familles immigrées pourvues immédiatement d'un logement rural ou urbain, hommes et femmes affectés, après orientation rapide, à une activité pratique et efficace. Et si on peut parler de miracle, c'est justement en comparant cette assimilation des immigrants avec la stagnation dans des camps « provisoires » depuis vingt-cinq ans de plus de 900.000 réfugiés arabes (qui ne sont pas tous des « produits » de l'exode. Des

transhumants et des ouvriers saisonniers ont sans doute rejoint les premiers exilés). Au reste l'Egypte leur a fermé ses frontières — et ceux qui se sont ralliés à la Jordanie furent accusés de trahison au sein de la masse des camps.

EN GUISE DE CONCLUSION

Certains camarades, surtout parmi ceux qui défendent les positions les plus extrêmes des Arabes, diront sans doute qu'ils trouvent en moi le Juif sous le vieux militant syndicaliste. A ceux-là, je réponds :

Je ne me soumetts à aucune sorte de solidarité raciale ou religieuse. J'étais même fort réservé à l'égard d'Israël. C'est ma compagne — de vieille famille bretonne et catholique — sans une goutte de sang juif — qui, appelée en Israël par de jeunes femmes — dont elle avait sauvé l'enfance, lors des persécutions nazies — a été conquise par ce peuple libre, volontaire, qui est attaché à sa patrie — parce qu'elle est son œuvre — et où elle a retrouvé ces grandes joies collectives soulevant la communauté qu'elle a fondée en 1941. Et c'est elle qui m'a entraîné à prendre parti.

Il faut le dire. Les socialistes et les syndicalistes d'autrefois déploraient souvent certaines présences juives. D'aucuns au cours du XIX^e siècle avaient condamné l'usure pratiquée par les Juifs (à qui d'autres activités étaient interdites). D'autres s'irritaient de la savantasserie de certains intellectuels juifs que la spéculation intellectuelle éloignait des réalités ouvrières. Le peuple israélien a créé des institutions d'où la propriété individuelle et le profit sont totalement prohibés. Il est composé dans sa grande majorité d'ouvriers et de paysans. Et là-bas des savants réputés réclament leur participation aux travaux manuels. C'est de ce peuple-là et de ce peuple-là exclusivement que je me sens solidaire... comme je le suis de tous les peuples, arabes compris.

Roger HAGNAUER.

—A—b—â—t—o—n—s—r—o—m—p—u—s—

UNE LOI DURE A AVALER

Ainsi, l'adoption de la loi sur l'avortement a été remise à plus tard. Chose curieuse, c'est par ses propres partisans que le gouvernement n'a pas été suivi. Cependant, quand je pense à ce qui se disait et s'écrivait sur la question autrefois, à l'indignation des milieux « bien-pensants » lorsque l'on évoquait la légalisation de l'avortement en U.R.S.S., je me dis que malgré tout, bien du chemin a été parcouru depuis lors. Les mœurs évoluent lentement mais sûrement. Et, ironie du sort, ce sont aujourd'hui les pays de l'Est qui penchent vers un certain puritanisme, la liberté des mœurs leur paraissant détourner les jeunes de la seule chose valable à leurs yeux, la « construction du socialisme » (telle qu'ils l'entendent). Au contraire, à l'Ouest, la vieille morale est remise en question. Pas assez vite toutefois, car en attendant l'adoption de la loi, des avortements clandestins feront encore mourir des jeunes femmes.

BOMBES ET ATTENTATS

Les explosions se suivent et ne se ressemblent pas. Une bombe dirigée contre le Consulat d'Algérie à Marseille a fait quatre morts. Depuis longtemps,

les milieux d'extrême-droite menaient campagne contre les travailleurs nord-africains en France. Voici à quoi cette propagande raciste a abouti. Les révolutionnaires ont eu le devoir de participer aux manifestations de protestation, et, partout où ils sont en contact avec les travailleurs immigrés, ils doivent faire preuve de solidarité avec eux dans le travail et la vie quotidienne.

Il y a eu, d'autre part, le dernier détournement d'avion par un commando se réclamant de la résistance palestinienne. Il a fait de nombreux morts innocents, parmi lesquels deux ministres marocains. Personne ne saurait approuver de tels actes, et les organisations palestiniennes vraiment représentatives les ont énergiquement désavoués. Mais il faut dire encore une fois, envers et contre tous : « Voici à quoi aboutit le désespoir des Palestiniens, exilés depuis un quart de siècle ».

Enfin, il y a le meurtre du premier ministre espagnol, l'amiral Carrero Blanco, par les séparatistes basques. Tout en critiquant la méthode du point de vue de l'efficacité, on ne peut manquer d'éprouver un sentiment d'espoir en constatant qu'en Espagne, après une longue période de ténèbres, cela bouge, et plus fort que jamais. Les membres des commissions ouvrières, subissent, hélas, de lourdes peines, mais partout les travailleurs revendiquent et parviennent à inquiéter le régime. A tel point que le clergé catholique, contrairement à son attitude de 1936, prend ses distances à l'égard du régime de Franco. C'est bon signe.

MASPERO EN PERIL

Tous les camarades parisiens connaissent bien les deux magasins de la librairie Maspéro, « La Joie de Lire », au quartier Latin. On y vend des livres, les revues, les journaux révolutionnaires, sans aucune discrimination. La R.P. s'y trouve, en bonne place. Or, l'éditeur et libraire Maspéro est en danger. Non seulement les procès ont plu sur lui, pour éditions et vente d'ouvrages jugés subversifs, mais de jeunes pseudo-révolutionnaires sans scrupules n'hésitent pas à se servir dans les rayons de la librairie, et à sortir les poches pleines sans rien payer. Comment le révolutionnaire Maspéro pourrait-il faire appel à la police contre les pilliers de son magasin ? Il faudrait organiser l'auto-défense. Un moyen d'aider Maspéro est d'aller acheter chez lui tous les livres dont on a besoin, et de ne pas oublier de passer à la caisse.

LA PAIX EST-ELLE POSSIBLE ?

D'après une boutade de Bénistant, Louzon et moi serons bientôt seuls à nous opposer à la reconnaissance d'Israël. Bigre ! Si la conférence de Genève, échoue, nous serons accusés d'avoir poussé les Arabes à l'intransigeance. Soyons sérieux ! Si je n'avais pas séjourné dans le monde arabe, si je n'y étais pas fréquemment retourné depuis, peut-être penserais-je comme Bénistant. Ayant vu la situation de près, je ne crois pas que la paix soit possible, et je crie « casse-cou ». Il peut y avoir des trêves et des compromis (ce n'est même pas sûr). Il y en eut bien pendant la période des croisades, et l'on vit même Saladin et Richard Cœur de Lion festoyer ensemble entre deux combats. Mais finalement, les Croisés durent s'en aller. Il en sera de même en Palestine, si Israël ne consent pas à se transformer pour construire avec les Arabes un Etat unifié, laïque et démocratique. Est-ce être passionné que défendre ce point de vue ? Je donne peut-être parfois cette impression. J'étais tout aussi passionné pendant la guerre, contre le nazisme lorsque les Juifs étaient persécutés. Je n'en suis que plus indigné lorsqu'ils persécutent les Arabes, qui ne leur avaient rien fait.

OUI, ISRAEL EST CONDAMNABLE

Dans son long plaidoyer en faveur d'Israël, Hagnauer écrit à peu près ceci : « Tant de Juifs ont quitté les pays arabes, tant d'Arabes ont quitté la Palestine, cela s'équilibre à peu près ». La conclusion vient à l'esprit : « Les Palestiniens chassés n'ont qu'à prendre la place des Juifs ». C.Q.F.D. On peut faire dire aux chiffres ce que l'on veut. Mais n'importe quel Arabe ne peut remplacer n'importe quel Juif. Les Arabes chassés sont en majorité des paysans, je l'ai déjà dit, et les Juifs immigrés des gens de professions libérales, des artisans, des ingénieurs. De plus, tous les Juifs qui ont quitté les pays arabes ne sont pas allés en Israël. Dans la région parisienne, j'en ai eu parmi mes élèves, j'en ai parmi mes voisins, et ils ne semblent pas du tout désireux de s'en aller à Tel-Aviv. Souvent, ce sont des Juifs européens qui ont remplacé les Palestiniens. D'autre part, Hagnauer nous dit que si l'on renvoyait tous les Arabes dans leur Hedjaz d'origine, ils auraient beaucoup moins d'espace aujourd'hui. C'est méconnaître le fait pourtant bien établi, que la plupart des gens qui aujourd'hui parlent arabe ne sont pas les descendants des conquérants du Hedjaz, mais des Syriens et Palestiniens d'autrefois qui parlaient l'Araméen, des Berbères et des Egyptiens anciens qui parlaient des langues ou dialectes hamitiques. Ces peuples se sont arabisés et islamisés. Mais s'il serait absurde de les envoyer tous au Hedjaz, ne l'est-il pas autant de vouloir

rassembler en Palestine tous les Juifs du monde, dont beaucoup ne sont pas les descendants des Hébreux d'autrefois ?

Des témoignages du 19^e siècle, ceux de Chateaubriand, Mark Twain, servent à prouver que la Palestine n'était rien avant la colonisation juive. Encore une fois, ce n'est pas avec le passé qu'il faut comparer, mais avec ce que les Arabes ont fait dans les régions cultivables qui leur appartiennent, depuis qu'ils en sont les maîtres.

L'achat des terres, nous dit-on encore, n'a pas donné naissance à l'exploitation capitaliste. Non, car il n'a même pas abouti à l'emploi des paysans arabes comme salariés. Mais il a préparé l'étape suivante, la spoliation pure et simple, en 1948 et 1967. Je ne m'étendrai pas longtemps sur la deuxième partie du long plaidoyer d'Hagnauer. Je n'ai pu le lire sans un certain découragement. Découragement de voir que les souffrances passées des Juifs servent à justifier les souffrances actuelles des Arabes. Découragement de voir nier les souffrances des Arabes, alors que j'ai vu, à chacun de mes voyages en Syrie, la situation se dégrader toujours un peu plus, un peuple ne vivant que dans la hantise de la prochaine expansion d'Israël qui, comme un chancre rongeur, détruit peu à peu les Etats qui l'entourent. Découragement de lire l'éternelle comparaison entre la démocratie israélienne et l'état arriéré des Arabes, argument de toujours des colonialistes. Certains camarades qui ont combattu le colonialisme perdent la boussole quand il s'agit des Juifs. Au point de ne pas reconnaître le progrès idéologique accompli par les organisations palestiniennes qui, au lieu de faire confiance aux chefs féodaux comme autrefois, s'orientent vers des idées révolutionnaires et même parfois marxistes, cela grâce à l'influence de gauchistes européens.

Je rappelle en outre à Hagnauer que l'antisionisme est une position traditionnelle du mouvement révolutionnaire, et non le résultat d'un caprice de Staline. Les Trotskyistes en particulier, parmi lesquels les Juifs sont nombreux, ont toujours été antisionistes.

LES BARBES EN ALBANIE

Mais je voudrais terminer ma polémique avec Hagnauer sur une note plus humoristique.

Il nous parle fréquemment des pays de l'Est, sans les avoir visités d'ailleurs. Il y a quelque temps, il nous a parlé de l'Albanie, et s'est appesanti sur les barbes que l'on coupe aux visiteurs étrangers à la frontière, cela d'après un témoignage paru dans « Le Monde ».

Lorsque je suis allé dans ce pays en 1972, il y avait dans mon groupe deux barbus, tous deux membres d'un mouvement maoïste français. Dès le début du circuit, le guide albanais leur conseilla de couper leur barbe : Celle-ci, en Albanie, avait été autrefois portée par les Seigneurs, et nos compagnons de voyage risquaient de se faire mal juger, dans les régions éloignées des grandes villes surtout. Cependant, s'ils se rasèrent bien un peu les favoris, ils gardèrent leur bouc, et cela ne donna lieu à aucun incident au cours du voyage. J'avais jugé ces faits insignifiants, et n'avais pas cru devoir en faire état dans mon article sur l'Albanie.

Il semble qu'en 1973, les choses soient devenues plus strictes. Gilbert Mury a écrit au « Monde » qu'il s'agissait de lutter contre l'influence des hippies sur certains jeunes Albanais. Je ne pense pas que la question soit très importante, et que l'Albanie maoïste doive être jugée d'après elle.

Jacques GALLIENNE.

ACTUALITÉ DE Fernand PELLOUTIER

(1867 - 1901)

Après Pierre Monatte et Roger Hagnauer, nous aimerions souligner dans cette revue pourquoi Pelloutier reste encore d'actualité, malgré l'épreuve du temps et l'évolution sociale. Certes, bien des choses ont changé depuis la publication à titre posthume, en 1902, de l'« Histoire des Bourses du Travail » et la réédition qui s'imposait, soixante-dix ans après, de ce chef-d'œuvre d'histoire sociale. Remercions les éditions Gordon and Breach de l'avoir accompli sans qu'un succès en librairie l'accompagnât.

Qu'on ne s'y trompe pas : au moment même où quelques membres obscurs du troupeau collectiviste affirmaient dans « le congrès de coopérateurs et de mutualistes proudhien » leur foi révolutionnaire et témoignaient aux chambres syndicales le regret que des groupes d'ouvriers fissent preuve à l'égard de l'Etat et du Capital d'une modération excessive, les chefs du parti socialiste naissant avaient déjà modifié leurs principes et leur tactique. Inspirés par Karl Marx et Friedrich Engels, ils élaboraient dans l'ombre un nouveau plan d'action, et quand s'ouvrit à Marseille, en 1879, le troisième congrès ouvrier, toutes leurs mesures étaient prises pour séparer définitivement les socialistes des syndicats, en attendant qu'ils pussent éliminer du parti socialiste quiconque persisterait à répudier la théorie, chère à Marx, de la conquête du pouvoir politique.

Le congrès de Marseille, en effet, constitua le Parti ouvrier avec un double programme : politique et économique. Le programme politique (objet principal de la sollicitude des fondateurs du Parti) comportait les revendications suivantes : abolition de toutes les lois sur la presse, les réunions et les associations ; suppression du budget des cultes et retour à la nation des biens dits de mainmorte appartenant aux congrégations religieuses ; suppression du budget de la Dette publique ; abolition des armées permanentes et armement général du peuple ; la commune maîtresse de son administration et de sa police. Le programme économique d'importance secondaire et qui avait surtout pour but de conquérir la masse ouvrière au mode d'action préconisé pour aboutir à l'« appropriation collective des moyens de production », le programme économique revendiquait : l'interdiction légale pour les employeurs de faire travailler plus de six jours sur sept : la réduction légale de la journée de travail ; la fixation légale d'un salaire minimum ; l'interdiction légale aux patrons d'employer les ouvriers étrangers pour un salaire inférieur à celui des ouvriers français ; l'instruction scientifique et professionnelle de tous les enfants par l'Etat et par la commune, etc. Bref, le Parti nouveau-né réclamait : en matière politique, l'épuration et, pour ainsi dire, la moralisation de l'Etat ; en matière économique, l'extension de ses pouvoirs jusqu'aux extrêmes limites de la liberté individuelle (1).

Bien qu'il fût l'œuvre d'hommes intelligents et instruits, ce programme, on le voit, était d'une simplicité peu commune ; il était en même temps d'une antiquité respectable, la plupart de ses articles ayant déjà fait la fortune des diverses fractions républicaines qui, tour à tour et depuis 1848, avaient brigué le pouvoir. Il avait ce double avantage, en outre, de dispenser ses adeptes de toute contention d'esprit et de les affranchir de

toute responsabilité en cas d'insuccès. Sa réalisation, en effet, était subordonnée à la prise de possession du pouvoir politique. Or, pour accomplir cette prise de possession, que fallait-il ? Avoir organisé le prolétariat en parti politique distinct, c'est-à-dire avoir rallié au socialisme un nombre d'électeurs suffisant pour obtenir dans le Parlement la majorité absolue. L'action nécessaire (qui pouvait exiger une longue suite d'années) devait donc se borner au commentaire, par la voix des journaux, des brochures et des réunions électorales des dix-sept articles du programme, et il suffisait, pour faciliter cette tâche, « pour fournir à tous les militants du Parti un arsenal pour leur lutte quotidienne contre l'ordre actuel, de prendre le programme article par article, phrase par phrase, et d'en montrer le bien-fondé tant au point de vue scientifique qu'au point de vue tactique ». Quant à l'éducation économique du prolétariat, à la culture de son esprit d'initiative, à son façonnement aux modalités d'un organisme socialiste, fadaïses ! « L'émancipation sociale subordonnée à l'appropriation collective des moyens de production ; cette appropriation subordonnée à l'action révolutionnaire du prolétariat organisé en parti socialiste distinct » : voilà tout ce qu'il importait de savoir. « On se contenterait suivant une expression de Filippo Turati, de la grande ligne directrice de l'évolution et des bases granitiques de la lutte des classes. »

Malgré sa simplicité, pourtant, ce programme rencontra un obstacle imprévu. N'exigeant aucune réflexion, aucune étude ; promettant à quiconque se sentant la parole facile, les succès peu estimables des tréteaux populaires, il ouvrait carrière à toutes les ambitions et convoquait toutes les médiocrités. Aussi chacun des hommes mis par le hasard à la tête du Parti désira-t-il être le seul à diriger l'action collective. Et sous prétexte que la division des forces était la condition même du développement du Parti, en réalité pour servir leurs propres intérêts, les uns et les autres ne tardèrent pas à se séparer, entraînant leurs fidèles et constituant de petites sectes sans principes.

Qu'arriva-t-il ? Que, d'une part, les propagandistes, plus soucieux du nombre des élections que de leur valeur, et croyant (peut-être de bonne foi) que le nom du candidat heureux suppléerait, pour caractériser chaque succès électoral, au défaut de principes, allèrent jusqu'à atténuer le programme transactionnel du Parti ; même jusqu'à supprimer tel ou tel de ses articles, suivant le lieu et les circonstances ; que, d'autre part, la foule, tenue dans l'ignorance des véritables principes socialistes, vit dans les candidats du nouveau Parti, non pas les représentants d'une doctrine supérieure, mais uniquement une nouvelle couche d'aspirants-politiciens, à peine différents des radicaux et dépourvus du prestige, alors incontestable, des députés de l'extrême gauche. Aussi le corps électoral, pour qui le mot « socialisme » ne représentait aucune idée nouvelle, se gardait-il de donner ses suffrages à des inconnus, mettant ainsi le Parti dans l'impossibilité d'offrir aucun des avantages qu'il avait promis.

Pour achever de discréditer le parlementarisme préconisé par le Parti, il ne fallait plus que l'adoption par les Chambres de quelques lois « sociales ». Expérimentalement, le peuple se convaincrat que, non seulement ces lois étaient incomplètes ou inapplicables, mais qu'elles ne pouvaient pas ne pas l'être, l'argent plaçant les hommes au-dessus de la loi, leur soumettant tous les pouvoirs, juridiques

(1) « Le Programme du Parti ouvrier ses considérants, ses articles » par Jules Guesde et Paul Lafargue.

et politiques, et (à défaut même de ces prérogatives) leur assurant la possibilité de rejeter sur la classe qui produit, le poids des charges légales dont ils viendraient à être frappés. C'est ce que permirent, en effet, de constater, outre la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures, celle du 12 juillet 1880 supprimant l'interdiction de travail prononcée par la loi du 18 novembre 1814 pendant certains jours de l'année ; du 16 février 1883, qui remettait en vigueur celle du 9 septembre 1848 sur la durée du travail et qui n'a jamais été appliquée ; du 10 décembre 1884 sur les conseils de prud'hommes, le décret du 3 avril 1889, qui apporta des exceptions à l'article 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848, l'arrêté du Conseil d'Etat en date du 21 mars 1890 et relatif aux travaux publics communaux, du 8 juillet 1890 relative aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, du 2 novembre 1892 sur le travail des femmes, des filles mineures et des enfants.

Toutes ces lois, rendues inapplicables par le juridisme des interprétations, par la fertilité d'esprit des employeurs (prompts à substituer aux moyens d'exploitation interdits des moyens plus oppressifs encore), éclairèrent les hommes qui composaient les diverses fractions du Parti sur la valeur de l'action parlementaire. Insensiblement, mais incessamment, les rangs s'éclaircirent, les membres des groupes les plus modérés entrant dans les groupes plus révolutionnaires pour en ressortir bientôt et se donner tout entier à l'action économique, devant peu à peu des négateurs de toute action législative et remplacée par de petits bourgeois désireux de jouer aux dépens des masses, aveugles et d'autant plus confiantes, un rôle politique.

Ainsi, dès la renaissance du mouvement ouvrier en France, deux conceptions se partagèrent les esprits, touchant le mode d'organisation et de lutte de la collectivité socialiste. L'une, professée par des hommes ignorants et routiniers (en dépit de leurs connaissances économiques), s'inspirait uniquement des faits visibles et, croyant que l'Etat, simple instrument de l'organisation sociale, en avait été l'artisan, le considérait comme indispensable au perfectionnement des sociétés et, par suite, tendait à augmenter ses attributions en y ajoutant celles de producteur et de répartiteur de la richesse publique. L'autre, émanée d'hommes chez qui l'intuition suppléait au défaut de science économique, considérait (avec Proudhon) que les fonctions sociales peuvent et doivent se limiter à la satisfaction des besoins humains de tout ordre, et, constatant que l'Etat n'a pour raison d'être que la sauvegarde d'intérêts politiques superflus ou nuisibles, concluait à son remplacement par la libre association des producteurs. La première de ces conceptions recommandait la conquête systématique, mais légale, de chaque fonction élective, la substitution du personnel politique socialiste au personnel politique capitaliste devant entraîner la transformation du système économique ; la seconde parlait de mutualisme, de coopération, de crédit, d'association et professait que le prolétariat possède en lui-même l'instrument de son émancipation.

Sans doute, on pouvait reprocher aux unions professionnelles une timidité excessive. Elles se défendaient de professer le socialisme et n'avaient même pas été éloignées de se réjouir, originellement de la défaite subie par les révolutionnaires en mai 1871. Elles cherchaient ouvertement les moyens de « concilier le travail et le capital », c'est-à-dire d'obtenir par leur sagesse et leur modération seules des salaires constamment proportionnés au coût de la vie ; par surcroît, elles prétendaient tirer de leur propre fonds une protection suffisante contre le chômage, les accidents, les maladies, la vieillesse.

Le syndicat, qui répudiait jusqu'à l'ancienne forme de société de résistance, bornait son ambition à instituer des comités d'arbitrage, chargés de résoudre avec les employeurs les litiges professionnels, et à organiser un enseignement technique intégral qui permit à l'ouvrier spécialisé par les découvertes mécaniques, de pénétrer tous les secrets du métier et, conséquemment, de rendre à l'industrie nationale une supériorité qui déterminerait avec le relèvement des prix de vente, le relèvement des salaires. L'association coopérative de consommation n'avait pour but que de diminuer le prix des choses nécessaires à l'existence ; l'association coopérative de production, que d'élever jusqu'au patronat de petits groupes d'ouvriers ; les sociétés de secours mutuels, les caisses de secours, de voyage etc., ne visaient qu'à obtenir de l'ouvrier une prévoyance, une auto-protection que lui seul se devait, et les membres de ces sociétés se confondaient en témoignages de reconnaissance lorsqu'un patron tenait à affirmer par une contribution pécuniaire personnelle sa « sollicitude pour les travailleurs ».

Mais, de même que les rédacteurs du programme socialiste s'étaient, malgré leur érudition économique, montrés en cette œuvre de piètres économistes, de même, en traitant de haut les associations ouvrières, ils méconnaurent (s'ils ne l'ignoraient pas) la tendance fatale de l'humanité vers la nouveauté des idées et des vues, source du progrès. Eux qui affirmaient l'impossibilité en régime capitaliste de toute conciliation entre le travail et le capital, eux qui proclamaient l'inéductibilité de la lutte de classes, ils ne songèrent pas que les événements eux-mêmes se chargeraient de modifier les résolutions de sagesse prises par les associations ouvrières, ce qui permettrait de les conquérir au socialisme dans un délai pour ainsi dire déterminé ; ils ne songèrent pas davantage que, les membres des associations préférant aux formules du Parti les expériences pratiques et personnelles, peut-être serait-il politique de les ménager, de telle sorte que, le jour où ils se rallieraient au socialisme, ils fortifiassent l'organisation politique du Parti (s'ils acceptaient de s'y affilier) par leur organisation administrative.

En conséquence de cette faute, le fossé se creusa de plus en plus entre le Parti et les associations ouvrières. De temps à autre, quelque socialiste avisé préconisait l'entente ; mais la faillite chaque jour plus évidente des sectes politiques et les dissensions qu'introduisaient dans les syndicats les discussions sur l'action électorale détournaient ceux-ci d'un rapprochement dont ils pressentaient confusément qu'ils seraient les victimes ; et quant aux chefs du Parti, ils prétendaient que les syndicats leur fussent subordonnés, l'émancipation économique, disaient-ils, devant être non la cause, mais la conséquence de l'affranchissement politique. Et c'est ainsi qu'allaient rester distincts, pour devenir plus tard antagoniques, les efforts accomplis par les deux formes de l'organisation prolétarienne.

Ainsi en 1973-1974, l'histoire sociale se répète de la même manière qu'en 1899-1900, à quelques variantes près.

A. SADIK.

« La mission révolutionnaire du prolétariat éclairé est de poursuivre, plus méthodiquement, plus obstinément que jamais, l'œuvre d'éducation morale, administrative nécessaire pour rendre viable une société d'hommes fiers et libres ».

Fernand PELLOUTIER.

A travers les

LIVRES

PAR LA PLUS HAUTE PORTE

de Roger CHATEAUNEU (Gallimard) :

On a parlé de Roger Chateaneu pour le prix Goncourt. C'est peut-être beaucoup proposer pour un livre plein de qualités mais un peu statique. L'auteur, un écrivain ouvrier, a une expérience d'ouvrier, de technicien, d'instituteur, de journaliste. Ses personnages sont assez bien caractérisés, bien qu'un peu flottants. Il cherche les liens possibles entre des bourgeois intelligents et les milieux populaires dont certains visent à s'évader de la condition ouvrière. Son héros, Georges Sabas rêve une réalisation héroïque, un peu fabuleuse. Il y a quelque lenteur — parfois nécessaire — à la mise en train. Un peu d'artifice dans le récit qui voudrait se poser dans une atmosphère à la fois réaliste et idéale. Une naïveté sympathique en propos généreux pour une humanité d'êtres simples. Bonne volonté dans une sorte de leçon théorique qui n'est pas sans troubler la coulée de l'histoire racontée, qu'il nomme roman et qui tient de l'essai démonstratif. Littérature de bons sentiments ? Pas seulement. Les êtres représentés ne sont pas d'un bloc.

L'écrivain se dégagera, je crois, des gaucheries. Il doit resserrer, concentrer, tendre son arc, trouver une vérité plus chaudement sensible. Au total, Roger Chateaneu prend une place intéressante dans la « littérature prolétarienne ». C'est pourquoi j'ai cru nécessaire de le présenter ici, sans le couvrir de plus de louanges que de critiques, car il se lit avec plaisir.

Louis SIMON.

* *

SIMENON

Ouvrage collectif sous la Direction de Francis Lacassin et Gilbert Sigaux, chez Plon.

Un auteur que nous pourrions dire, je pense, des nôtres, selon certains des critères de notre ami Pierre Aubéry : Bernard Clavel, militant pacifiste par ailleurs, nous parlant de l'art de Georges Simenon, lors d'une conférence à Saint-Etienne, nous livrait le secret d'un test dont on peut le croire coutumier. Visitant dans une autre région la bibliothèque d'une « Maison de la Culture » il avait posé négligemment à son mentor cette question insidieuse : « Mais où se trouve donc votre rayon des livres de Simenon ? ». Il vaut mieux ne pas se souvenir de la réponse en plusieurs points circonstanciés qu'avait obtenue l'auteur de « L'Espagnol » et de « La Maison des Autres », mais seulement du sourire qu'il arborait en nous la rapportant.

Thomas Narcejac attribuait lui aussi à l'écrivain liégeois une toute autre dimension que celle qui lui est encore généralement concédée, et, parlant de son univers et des motivations profondes de son œuvre gigantesque, les définissait ainsi : « Une société peut-être sclérosée et promise à la mort. Qu'on ne s'y trompe pas Simenon cherche à nous montrer comment l'homme peut se renouveler. Il est le romancier du recommencement ». Une autre formule très significative, mais de Georges Simenon - Maigret lui-même, est un avertissement qui mériterait qu'on s'y arrêtât quelque peu : « Le roman policier n'existe pas ! ».

Une autre est non moins importante, tirée de l'ouvrage autobiographique : « Je me souviens », où, concluant en quelque sorte l'histoire abrégée de ces Rougon-Macquart de Belgique que consti-

tue celle de sa propre famille, Simenon, s'adressant alors à son fils, nous livre cette autre clé... « Je ne sais si tu comprendras ces pages ou si tu souriras en le lisant. C'est pourtant un drame immense sans cesse renouvelé au cours de l'Histoire, c'est la poussée inconsciente des Humbles, la lutte instinctive contre la condition humaine, c'est l'épopée des petites gens. »

Les organisateurs de cette sorte de séminaire par correspondance qui a abouti au volume publié par la Librairie Plon nous disent que ces 482 pages n'eussent pas suffi s'ils avaient voulu complète la bibliographie, insérée, de Georges Simenon dont ils ont retenu 382 titres sans parler des 195 ouvrages qu'il signa de 17 pseudonymes et des articles, études et reportages, qu'il signa de quatre autres encore et qu'il est à peu près impossible de recenser.

Simenon appartient à la lignée de ces auteurs qui ont porté comme Zola, Balzac, Maupassant, Dostoïewski, Marcel Proust, Dickens, entre autres et chacun à leur manière, des Comédies ou Tragédies Humaines Universelles, des Sociétés entières, dans leur tête. Si nous pouvions ici faire en ces domaines leur place particulière aux feuillets, nous pourrions parler même, sur un autre plan, des énormes productions où les « Mystères de Paris » d'Eugène Sue, dont Karl Marx a écrit avec des arguments devenus classiques une critique assez discutée, et les écrasants « Mystères du Peuple » font figure de prototypes.

Simenon, tout aussi bien, a conservé de son premier métier de romancier populaire né du journalisme : Le Georges Sim du roman feuilleton, la capacité d'impact sur des masses de lecteurs innombrables qu'on lui a d'ailleurs souvent reprochée comme une tare. Sa puissance de travail est hors pair. Avec les auteurs auxquels nous venons de le comparer il partage, dans une confiance à l'instinct et au flair supplantant heureusement tout recours doctrinal et sociologique préalable, cette qualité d'un « dessein ferme qui emplit l'âme et le front ». Il a planifié sa vie d'étonnante façon. Tant d'années consacrées au feuilleton apprentissage ! Tant d'années pour apprendre à dégraisser un style de tout effet littéraire et le rendre à la fois efficace et invisible ! Tant d'années pour passer à divers stades de complexité des Maigret puis aux « Psychos ! ». Et enfin, la plus étonnante peut-être des décisions, en pleine possession de l'instrument de travail, de l'Art recherché, et d'un succès quotidien permanent sur la terre entière, le stop ! — l'arrêt brusque ? l'adieu à la production littéraire ! la retraite ! Des Volets Verts au Clan des Ostendais, des Complices, du Temps d'Anais, aux Anneaux de Bécêtre ou à La Veuve Couderc, dans ces entassements de volumes, rien... on pourrait dire paradoxalement : ni la fortune, ni la réussite, n'ont pu distraire jusqu'à soixante-dix ans, un instant Georges Simenon de son travail, de sa marche pesante à sens unique, à direction invariable, de son dur labeur d'animal fouisseur. On l'a appelé : « L'avocat des hommes ».

Sommes-nous, dans la grisaille quotidienne et la médiocrité de la vie de chaque jour, en présence du monument artisanal d'une patiente encyclopédie de correctifs exemplaires lentement élaborée d'une initiative vulgarisée à la complexité mentale et à celle de la vie pour les tenants des moralismes infantiles ? d'un plaidoyer individualiste proposé aux marxistes ? — d'un protestantisme nordique offert aux libertaires ?... ou d'un christianisme social pour incroyants, agnostiques, ou athées ?

Une trentaine de participants, dont huit personnalités de la littérature qui avaient pressenti,

deviné, salué, l'œuvre de Simenon à ses débuts, tels d'Astier de la Vigerie, Daniel Rops, Robert Kanters, François Mauriac, Henry Miller, Jean Paulhan, et dix-sept lecteurs familiers de cette œuvre, la correspondance Gide-Simenon, des textes inédits du romancier qui vient de faire ses adieux à la littérature, en mettant en valeur de nombreux aspects aussi variés qu'inattendus le plus souvent.

Si j'ai participé moi-même à cet ouvrage c'est en revoyant quatre-vingt-seize romans de Simenon qui ont jalonné à diverses périodes ma vie de lecteur boulimique. Les titres de mon étude personnelle vous diront les deux orientations de ma propre recherche : *Georges Simenon, célèbre et méconnu*, ainsi que je l'avais intitulée comme texte fondamental d'une conférence à St-Etienne, car Simenon me sembla le cas type de l'écrivain effacé quant à l'essentiel par sa célébrité... et « *Au Nom du Père* », le titre final du même texte inséré dans le volume de la librairie Plon, l'œuvre de Simenon me semblant pouvoir être en entier considérée à la lumière d'une tentative d'impossible dialogue entre générations, entre le Père et le Fils, et, conçue, sous un angle social et psychique à la fois, comme le roman permanent de la responsabilité paternelle et celui de sa déchéance.

Mais, dans leur ensemble, les études publiées détectent tout aussi bien de nombreuses autres lignes de force dans l'Histoire Naturelle et Sociale de la vie quotidienne des hommes au cours du deuxième tiers du XX^e siècle, telle que l'a écrite Simenon. — Jean DUPERRAY.

DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

Tome XI - troisième partie : 1871-1914,
de la Commune à la grande guerre (Bon à Del)
publié par Jean MAITRON - Editions ouvrières

Le tome XI du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français est paru. Nous avons déjà rendu compte du très important travail entrepris par Jean Maitron : la publication de milliers de biographies de militants ouvriers connus ou inconnus, de la période s'étendant de 1789 à 1939. Avec les deux premiers tomes couvrant la troisième partie c'est le passé récent qui s'ouvre devant nos yeux et nous voyons apparaître les noms de militants que nos camarades syndicalistes ont pu connaître : Bouët Louis et Gabrielle (de la Fédération des Instituteurs), Bourderon (de la Fédération du Tonneau), Broutchoux (militant mineur),

Capy Marcelle (écrivain pacifiste et socialiste), Colomer (anarchiste, puis communiste), De Boë (militant syndicaliste qui vient de mourir le 2 janvier 1974), Delesalle. Bien entendu, nombreuses sont les autres biographies dont l'intérêt n'est pas moindre : A. Briand, P. Brousse, A. Bruant, Victor Dave, etc. — Y.B.

CEUX QUI S'EN VONT

Jean De BOE

Nous venons d'apprendre la mort, survenue le 2 janvier, de ce vieux militant syndicaliste de Belgique. Il fut un ami de la « R.P. » dès ses premiers numéros. Plusieurs de nos meilleurs camarades l'ont connu personnellement. Ils nous ont fait savoir qu'ils voulaient parler de lui, de l'homme qu'il fut et du militant.

Dans notre prochain numéro, nous donnerons à leurs souvenirs la place qu'ils méritent et que mérite aussi la biographie de Jean de Boë. Le récit des incidents et accidents de sa longue vie (il est mort à 84 ans) sera instructif et éducatif pour nos jeunes camarades. Notons déjà, mais pour y revenir, que Jean de Boë avait lourdement payé une participation très indirecte et désintéressée aux activités de ce qu'on a appelé « la bande à Bonnot ».

Mais c'était un pur syndicaliste. En retraçant son activité syndicale qui couvre toute sa vie professionnelle, nous retracerons l'histoire internationale du syndicalisme du Livre. Il était ancien secrétaire général du syndicat unifié du Livre de Bruxelles, ancien président de la Centrale du Livre de Belgique, ancien membre de la direction de la Fédération Graphique Internationale.

Les camarades qui suivaient déjà notre activité vers l'année 1960, se souviennent peut-être de la conférence que nous avions organisée à Paris sur la grève générale en Belgique. Ce fut une réunion passionnée à laquelle participa, par un exposé minutieux des causes de ce grand mouvement, le camarade Jean de Boë.

Avec lui, le mouvement ouvrier international vient de perdre un de ses meilleurs militants. Nous avons perdu un ami fidèle.

Dans notre numéro de février, Charbit, Faucier, Walusinski, des camarades de Belgique parleront de l'homme qu'ils ont connu de près. Ces premières lignes ne sont écrites que pour signaler sa disparition. Elles ne sont que le prologue d'une biographie plus complète. Elle ne sera pas qu'un hommage. Elle sera une page de morale ouvrière et syndicaliste.

SOUSCRIPTION EXCEPTIONNELLE POUR LA "R.P."

A notre appel exceptionnel, ont répondu une générosité et une solidarité exceptionnelles. Nous remercions cordialement les camarades pour leur contribution à l'équilibre de notre budget, plus encore pour l'encouragement qu'ils apportent à notre petite équipe de rédaction et d'administration.

TROISIEME LISTE : Louise EHRHARD, 50 — LEGRAIN, 20. — P. MADER, 100. — F. GAUTHIER, 50. — GUENEC, 50. — CHAMBON, 50. — PEYRE, 50. — Louise CAZAUBON, 20. — CROZE, 50. — CHAUVIN, 50. — CORNEC, 20. — GALLIENNE, 20. — GOLDSCHILD, 50. — D. MARTINET, 50. — VANRIET, 10. — Suzanne SIMON, 100. — DAMBOURGES, 50. — De LULLE (de la part d'Octave), 30. — JOUSSAIN, 20. — LEPAGE (à la mémoire de Delsol), 50. — MADER, 50. — FINIDORI, 50. — FABRA, 50 — BORIE, 50. — ORGANDE, 30. — BUREN, 50. — JOUSSELIN, 100. — TEILHAC, 50. — LE BRAS, 100. — CROIX, 50. — GOYAT, 20. — G. CATTANES, 50. — HEMY, 10. — POLLET, 50 — WALUSINSKI, 50. — LAUFER (en souvenir de Maurice Chambelland), 2.500. — DERUEST, 117. — Total de la troisième liste : 4.267 F. Total général actuel : 6.782,50.

LES FAITS DU MOIS

DIMANCHE 2 DECEMBRE. — La France propose une coopération entre Etats producteurs de pétrole et consommateurs européens, tandis que l'Allemagne fédérale, l'Autriche et la Suède souhaitent un accord préalable entre Européens.

LUNDI 3. — Selon le ministère du travail, les salaires auraient augmenté de 15,1 % en un an.

MARDI 4. — Le C.N.P.F. abandonne le projet industriel de relance de Palente dans l'affaire Lip. L'assemblée générale de l'O.N.U. condamne à nouveau les essais nucléaires français et chinois.

La « Pravda » trouve que la presse française n'est pas assez favorable à l'U.R.S.S. et critique M. Jobert. Le Pakistan et le Bangladesh procèdent à d'importants transferts de population.

JEUDI 6. — Journée de manifestation de la C.G.T., la C.F.D.T., la F.E.N. contre la vie chère. « Rouge » trotskyste trouve que le P.S.U. opère un tournant droitier.

VENDREDI 3. — Un attentat à l'explosif s'est produit dans la nuit contre la perception de Guingamp. Un autre a été commis à Saint-Brieuc, un troisième à Meyzien.

SAMEDI 7. — Les Etats-Unis annoncent que la majorité des 6.000 soldats stationnés à Formose seront rapatriés avant la fin du mois.

L'U.N.E.D.I.C. porte de 0,70 à 0,80 le taux de ses cotisations.

DIMANCHE 9. — Au Venezuela, le candidat de l'opposition Carlos Andres Perez est élu président.

LUNDI 10. — Bergeron demande au gouvernement de ne pas laisser augmenter le nombre des travailleurs immigrés.

A Paris, congrès mondial contre la torture.

MARDI 11. — Accord russo-chinois pour relier Pékin à Moscou par avion sans escale.

MERCREDI 12. — Un compromis intervient à l'imprimerie Larousse occupée depuis le 19 octobre et qui sera fermée le 1^{er} février.

Pour la seconde fois en dix jours, le journal « Combat » ne paraît pas en raison d'un conflit avec le personnel.

VENDREDI 14. — A Marseille, attentat contre le Consulat d'Algérie : 4 morts et 16 blessés.

Signature d'un accord américano-égyptien pour la construction d'un pipe-line Suez-Alexandrie.

SAMEDI 15. — Congrès extraordinaire du parti socialiste à Bagnolet sur l'union européenne.

LUNDI 17. — Un commando palestinien met le feu à un avion américain près de Rome, tuant 31 personnes et s'empare d'un navion allemand qu'il fait conduire vers le Proche-Orient.

La Syrie refuse de participer à la Conférence de Genève sur la paix au Proche-Orient.

MARDI 18. — Le Comité Confédéral de Force Ouvrière réclame un contrôle de l'immigration.

Dans « Valeurs actuelles », Michel Debré se prononce contre l'intégration monétaire.

Les Russes lancent dans l'espace Soyouz-13, cabine habitée par deux hommes.

Le commando palestinien qui s'était emparé d'un avion allemand près de Rome, le libère avec ses 12 passagers à Koweït.

MERCREDI 19. — Le Conseil de Paris propose de porter le prix de journée dans les hôpitaux à 243 F, 374, 336, 418 et 713 francs, selon les services.

Le Préfet de police interdit une manifestation sur la voie publique du groupement nationaliste « Faire Front », et des membres de cette formation occupent pendant une heure les sièges d'organisations de gauche.

JEUDI 20. — Le chef du gouvernement espagnol Carrero Blanco est tué à Madrid par des autonomistes basques. 13 Palestiniens et Turcs sont arrêtés dans une propriété de Villiers-sur-Marne où l'on découvre des armes, des explosifs et du matériel pour la fabrication de faux-papiers.

VENDREDI 21. — Le salaire plafond pour les cotisations à la Sécurité Sociale en 1974 est porté à 2.340 francs par mois.

L'Allemagne de l'Ouest établit des relations diplomatiques avec la Bulgarie et la Hongrie.

Ouverture à Genève de la conférence sur la paix au Proche-Orient, présidée par M. Waldheim, secrétaire général de l'O.N.U. avec la participation de MM. Kissinger et Gromyko.

Le Japon décrète l'état d'urgence pour freiner la hausse des prix.

SAMEDI 22. — Le gouvernement du Dahomey interdit toute critique de son action dans la presse.

DIMANCHE 23. — A Téhéran, douze pays du Golfe Persique décident de doubler le prix de leur pétrole. La Libye augmente également le prix de son pétrole, qui se trouve quadruplé depuis trois mois.

MERCREDI 26. — A Moscou, un journal du soir, le « Vetchernia Moskova » publie que l'U.R.S.S. ne permettra pas le retour des Juifs émigrés en Israël.

VENDREDI 28. — Le Journal Officiel publie une décision du Conseil Constitutionnel abrogeant un article de la loi de finances. C'est la troisième fois depuis l'élection de M. Pompidou qu'une décision officielle est annulée par cet organisme.

Près de Bordeaux, conférence de presse clandestine tenue par quatre Basques qui revendiquent le meurtre de Carrero Blanco.

SAMEDI 29. — Le Venezuela augmente de 82 % le prix de son pétrole après l'avoir déjà majoré de 64 % en novembre.

Le tribunal de Madrid prononce des peines de 12 à 20 ans de prison contre les dix membres des Commissions ouvrières.

LUNDI 31. — Les pensions vieillesse de la Sécurité Sociale sont majorées de 8,2 %.

Elections générales en Israël : le parti au pouvoir perd des sièges, mais demeure le plus important du pays. A Turin, le chef du personnel de Fiat est enlevé par les « brigades rouges ».

D'où vient l'argent ?

MOIS DE DECEMBRE 1973

RECETTES

Abonnements ordinaires	836,50	
Abonnements de soutien	1.378,50	2.213,00
Souscription	82,92	
Souscription exceptionnelle	4.150,00	4.232,92
Vente au numéro	81,00	
Total des recettes	6.526,92	
En caisse au 1-12-73	1.230,36	
		7.757,28

DEPENSES

Impression, expédition n° octobre	2.476,79
Frais de déplacement	122,00
Total des dépenses	2.598,79
En caisse au 31-12-73	5.158,49
	7.757,28

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Aubery (U.S.A., 221,50 ; Chambon (75), 50 ; Peyre (42), 50 ; Simplet (69), 50 ; Croze (Suisse), 100 ; Cornec (29), 50 ; Robquin (60), 50 ; Fichet (93), 70 ; P. Martinet (75), 200 ; Guigui (Genève), 65 ; Montillet (63), 50 ; Wantiez (Belgique), 100 ; Fabra (75), 50 ; Croix (75), 50 ; G. Cattanès (06), 70 ; R. Debré (75), 50 ; Walusinski (92), 50. Total : 1.376,50.

SOUSCRIPTION

Lippe (Belgique), 62,92 ; Nan (31), 5 ; L. Guyard (92), 15. Voir liste souscription exceptionnelle.

LES EDITIONS SYNDICALISTES

21, rue Jean-Robert, 75018 Paris - C.C.P. 21 764-88 Paris - Tél. 607-02-06

*Pour vos lectures et vos bibliothèques
personnelles et collectives*

POUR UNE LECTURE OUVRIERE DE LA LITTERATURE de Pierre AUBERY (Editions Syndicalistes)	12,00 F
LA CLASSE OUVRIERE ET LE SYNDICALISME EN FRANCE de Georges VIDALENC (Editions de Force Ouvrière)	20,00 F
TRAVAUX , de Georges NAVEL (Editions Stock)	16,00 F
JAURÈS , de Jean RABAUT (Librairie académique Perrin) ..	31,30 F
LA PRESSE QUOTIDIENNE Ceux qui la font, ceux qui l'inspirent de Nicolas FAUCIER (Editions Syndicalistes)	15,00 F
J'AVAIS VINGT ANS de René MICHAUD (Editions Syndicalistes)	13,00 F
Un jeune ouvrier au début du siècle	
UN INDIVIDUALISTE DANS LE SOCIAL: HAN RYNER de Louis SIMON (Editions Syndicalistes)	10,00 F
LE SYNDICAT DES CORRECTEURS Une thèse de Yves BLONDEAU	38,00 F
L'EXPRESSION ECRITE ET ORALE de Roger HAGNAUER (Editions Ouvrières)	25,00 F
<i>Nouvelle édition, revue et complétée.</i>	
TRENTE ANS DE COMBAT de Louis BOUET	25,00 F
<i>A travers l'action de toute une vie d'un instituteur syndicaliste, trente ans d'histoire ouvrière.</i>	

*Lisez et faites lire les brochures
éditées par nos soins :*

LA DIALECTIQUE SCIENTIFIQUE de Robert LOUZON	5,00 F
L'EVOLUTION DU CAPITALISME de Pierre RIMBERT	4,00 F
LA SOCIETE DES LOISIRS de Maurice LIME	3,00 F
LES TROIS PHASES DE LA REVOLUTION SOCIALISTE de Raymond GUILLORÉ	5,00 F